



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Budget/Voranschlag 2015

Projet/Entwurf

Message du Conseil d'Etat
Botschaft des Staatsrates

Message concernant le projet de budget de l'Etat du Valais pour l'année 2015

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais
au
Grand Conseil

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de budget pour l'année 2015.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au budget de l'Etat pour l'année 2015 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 20 août 2014

Le Président du Conseil d'Etat : **Jean-Michel Cina**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Botschaft betreffend den Budgetentwurf 2015 des Staates Wallis

Der Staatsrat des Kantons Wallis
an den
Grossen Rat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen den Budgetentwurf des Staates Wallis für das Jahr 2015 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, das Budget 2015 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, den 20. August 2014

Der Präsident des Staatsrates : **Jean-Michel Cina**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du budget 2015	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte des investissements	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Indicateurs	8
• Contexte et perspectives	9
Situation économique générale	9
Perspectives économiques de la Suisse	10
Perspectives économiques du Valais	12
Finances du secteur public	13
• Elaboration du budget : lignes directrices	15
• Priorités d'action 2015 du Conseil d'Etat	17
Objectifs par domaine d'intervention	17
• Données financières	21
Charges d'exploitation	24
Revenus d'exploitation	29
Charges et revenus financiers	34
Charges et revenus extraordinaires	35
Compte des investissements	37
• Projet de décision	40
• Annexes	41

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung des Budgets 2015	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Kennzahlen	8
• Umfeld und Perspektiven	9
Allgemeine Wirtschaftslage	9
Wirtschaftsprognosen für die Schweiz	10
Wirtschaftsprognosen für das Wallis	12
Finanzen der öffentlichen Hand	13
• Leitlinien für die Budgetearbeitung	15
• Prioritäten 2015 des Staatsrates	17
Ziele nach Sachbereichen	17
• Finanzdaten	21
Betrieblicher Aufwand	24
Betrieblicher Ertrag	29
Finanzaufwand und -ertrag	34
Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag	35
Investitionsrechnung	37
• Beschlussentwurf	40
• Anhang	41

Résumé

Le projet de budget 2015 s'inscrit dans un contexte économique cantonal incertain. En effet, l'application concrète des dernières votations populaires, ainsi que certaines votations fédérales à venir, de même que la cherté du franc suisse, voire même la reprise modérée de la demande extérieure, restent des éléments pouvant fortement influencer la croissance cantonale et constituent de ce fait des défis majeurs pour notre canton.

Avec un excédent de revenus de 7,4 millions et un excédent de financement de 3,3 millions, le budget 2015 présente des résultats positifs et respecte les dispositions légales du frein aux dépenses et à l'endettement. Toutefois, ces résultats prennent en compte la proposition du Conseil d'Etat d'un amortissement sur trois ans du découvert 2013. Cette proposition fait l'objet d'un projet de décision spécifique soumis au Grand Conseil à la même session que le budget.

Le projet de budget intègre également :

- les mesures prises par le décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1), qui fait l'objet d'un référendum ;
- les mesures proposées en lien avec l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015, projet de décret également soumis au Grand Conseil à la même session que le budget ;
- l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 de la loi sur les soins de longue durée acceptée par le peuple le 18 mai 2014.

D'autres éléments caractérisent aussi ce projet de budget, à savoir notamment :

- les festivités du bicentenaire de l'entrée du Valais dans la Confédération ;
- l'autonomisation de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) dès 2015 ;
- la suspension de la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) ;
- la poursuite des travaux dans le cadre du projet Campus Valais Wallis ;
- un prélèvement dans le fonds de financement spécial proposé pour la 3^e correction du Rhône, dont la constitution, issue du fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle, est soumise au Grand Conseil en session de septembre 2014 ;
- l'évolution à la hausse de la péréquation financière intercantonale.

Zusammenfassung

Der Budgetentwurf 2015 bewegt sich in einem unsicheren kantonalen Wirtschaftsumfeld. Es gibt mehrere Unwägbarkeiten, die grosse Auswirkungen auf das kantonale Wachstum haben könnten und das Wallis deshalb vor grosse Herausforderungen stellen, wie z.B. die Unsicherheiten in Bezug auf die konkrete Umsetzung der letzten Volksabstimmungen und einige welche noch folgen, die Frankenstärke oder die Erholung der Auslandsnachfrage.

Mit einem Ertragsüberschuss von 7,4 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 3,3 Mio. weist das Budget 2015 positive Resultate aus und hält die gesetzlichen Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse ein. Dabei wurde der Vorschlag des Staatsrates berücksichtigt, die Unterdeckung 2013 über einen Zeitraum von drei Jahren abzuschreiben. Dieser Vorschlag wird dem Grossen Rat in derselben Session, in welcher die Budgetdebatte stattfindet, in Form eines Beschlussentwurfs unterbreitet.

Der Budgetentwurf berücksichtigt ausserdem :

- die Massnahmen des Dekrets über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1), gegen welches das Referendum ergriffen wurde ;
- den Dekretsentwurf betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015, der dem Grossen Rat zeitgleich mit dem Budget unterbreitet wird ;
- das Gesetz über die Langzeitpflege, das in der Volksabstimmung vom 18. Mai 2014 angenommen wurde und am 1. Januar 2015 in Kraft gesetzt wird.

Weitere Elemente, die den Budgetentwurf 2015 prägen :

- Feierlichkeiten zum 200-Jahr-Jubiläum des Beitritts des Wallis zur Eidgenossenschaft ;
- Eigenständigkeit der Fachhochschule Westschweiz Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) ab 2015 ;
- Ausbleiben der Verteilung der Gewinne der Schweizerischen Nationalbank (SNB) ;
- Weiterführung der Arbeiten für das Projekt Campus Valais Wallis ;
- Schaffung eines Spezialfinanzierungsfonds für die 3. Rhonekorrektur, der mit Geldern aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts gespeist wird (Entwurf wird dem Grossen Rat in der Septembersession 2014 unterbreitet) ;
- Zunahme des interkantonalen Finanzausgleichs.

Structure du budget 2015

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le projet de budget, soumis au Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

En sus, le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil, à la même session que le budget 2015, un projet de décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement, ainsi qu'une décision concernant l'amortissement des découverts des comptes 2013 et 2014.

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil.

Y sont présentés et commentés les perspectives économiques, les priorités du Conseil d'Etat pour l'année du budget, ainsi que les principaux résultats et statistiques financières.

Le compte administratif

Le projet de budget est présenté sous la forme de mandats de prestations politiques par unité organisationnelle conformément à l'article 26 de la LGCAF.

Y sont donc décrits, pour chaque mandat de prestations politique et de manière spécifique, les objectifs politiques à atteindre, les mesures prioritaires, les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation des objectifs, ainsi que les ressources financières et humaines en lien avec les objectifs et priorités fixés.

Le rapport spécial du Conseil d'Etat sur les augmentations supérieures à l'indice des prix à la consommation (IPC)

Le rapport spécial, concernant les augmentations de croissance annuelle supérieures à l'IPC dans les charges de personnel, les dépenses générales et les subventions de fonctionnement, est intégré au présent message, ainsi que dans les mandats de prestations politiques, en réponse à la motion de la Commission de gestion du Grand Conseil.

Les explications sur l'évolution de la croissance sont données dans chaque chapitre spécifique dans la partie « Données financières ».

La planification intégrée pluriannuelle 2015-2018

Le projet de budget est accompagné, pour la session de décembre du Grand Conseil, par le document relatif à la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2015-2018. Cet acte gouvernemental est soumis au Parlement pour prise de connaissance.

Cette planification est établie chaque année pour une durée de 4 ans et donne une vue d'ensemble des effets et des résultats à produire par l'Etat et son administration durant la période considérée. Son contenu et sa structure sont détaillés à l'article 24 de la LGCAF.

Gliederung des Budgets 2015

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften enthält der Budgetentwurf, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Ausserdem unterbreitet der Staatsrat dem Grossen Rat zeitgleich mit dem Budget 2015 einen Dekretsentwurf betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse sowie einen Beschluss zur Abschreibung der Defizite der Rechnungen 2013 und 2014.

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet.

Darin werden die Wirtschaftsprognosen, die Prioritäten des Staatsrates für das Budgetjahr sowie die wesentlichen Ergebnisse und Finanzstatistiken präsentiert und kommentiert.

Verwaltungsrechnung

Der Budgetentwurf wird in Form eines politischen Leistungsauftrags pro Organisationseinheit präsentiert, und zwar gemäss Artikel 26 FHG.

Darin werden für jeden politischen Leistungsauftrag die politischen Ziele, die prioritären Massnahmen, die Indikatoren, mit denen die Umsetzung der Ziele gemessen werden kann, sowie die Personal- und Finanzressourcen im Zusammenhang mit den Zielen und den festgelegten Prioritäten aufgeführt.

Spezialbericht des Staatsrates betreffend das über dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) liegende Wachstum

Der Spezialbericht betreffend das über dem LIK liegende Wachstum in den Bereichen des Personalaufwandes, des Sachaufwandes und der Beiträge der Laufenden Rechnung ist gemäss der Motion der Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates in der vorliegenden Botschaft wie auch in den politischen Leistungsaufträgen integriert.

Erklärungen betreffend die Entwicklung der Zunahme werden in jedem spezifischen Kapitel unter « Finanzdaten » gegeben.

Integrierte Mehrjahresplanung 2015-2018

In der Dezembersession des Grossen Rates liegt dem Budgetentwurf das Dokument betreffend die integrierte Mehrjahresplanung (IMP) 2015-2018 bei. Die IMP wird dem Parlament zur Kenntnisnahme unterbreitet.

Diese Planung wird jedes Jahr für 4 Jahre erstellt und gibt einen Überblick über die Auswirkungen und Ergebnisse, die der Staat und seine Verwaltung während des betreffenden Zeitraumes erreichen wollen. Der Inhalt und die Struktur der IMP werden in Artikel 24 FHG geregelt.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'134.6	3'153.6	3'167.1	13.5	Ertrag
Charges	3'188.2	3'148.2	3'141.8	-6.4	Aufwand
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement du découvert	-53.5	5.4	25.3	19.9	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Unterdeckung
Amortissement du découvert comptable	-	-	17.8	17.8	Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung
Excédent de revenus (+) / charges (-)	-53.5	5.4	7.4	2.0	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	520.0	480.0	609.1	129.1	Ausgaben
Recettes	318.2	293.5	420.1	126.6	Einnahmen
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-53.5	5.4	7.4	2.0	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	172.7	183.2	194.6	11.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement du découvert comptable	-	-	17.8	17.8	Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung
Marge d'autofinancement	119.1	188.6	219.9	31.3	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amort. du découvert	-82.6	2.0	30.8	28.8	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Unterdeckung
Amortissement du découvert financier	-	-	27.5	27.5	Abschreibung der finanziellen Unterdeckung
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement	-82.6	2.0	3.3	1.2	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-)
Degré d'autofinancement	59.0%	101.1%	116.3%	15.2%	Selbstfinanzierungsgrad

COMPTE DES INVESTISSEMENTS INVESTITIONSRECHNUNG			COMPTE DE FONCTIONNEMENT LAUFENDE RECHNUNG	
Investissements nets Netto-Investitionen	Financement Finanzierung		Charges Aufwand	Revenus Ertrag
Dépenses Ausgaben 609.1	Recettes Einnahmen 420.1	² Excédent Überschuss 3.3	Amortissements Abschreibungen 194.6	
	Investissements nets Netto- Investitionen 189.1	Amort. découvert Abschreib. Unterdeckung 27.5		Auto- financement Selbst- finanzierungs- marge 219.9
		Investissements nets Netto- Investitionen 189.1	Amort. découvert Abschreib. Unterdeckung 17.8	
			¹ Excédent Überschuss 7.4	

¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses

² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse

² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'994.8	2'939.6	2'910.3	-29.3	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	976.0	989.7	937.5	-52.2	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	228.8	223.8	222.5	-1.3	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	31.5	19.1	31.4	12.3	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	163.1	142.3	138.1	-4.2	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	104.6	101.9	106.0	4.1	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckb.
35 Dédommag. à des collectivités publ.	94.7	96.9	123.3	26.4	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'225.0	1'198.8	1'207.8	9.0	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	121.1	127.4	129.7	2.3	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	49.9	39.8	14.1	-25.7	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	2'903.8	2'928.2	2'928.6	0.4	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'176.4	1'221.6	1'220.2	-1.4	40 Steuern
41 Patentes, concessions	70.1	69.6	48.5	-21.1	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	205.7	205.4	199.5	-5.9	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	687.6	683.9	717.9	34.0	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	130.9	120.0	121.6	1.7	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	458.7	477.7	468.0	-9.7	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	121.1	127.4	129.7	2.3	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	53.3	22.7	23.2	0.4	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	-91.0	-11.4	18.4	29.7	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	34.7	35.1	29.5	-5.6	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	63.3	54.8	55.3	0.4	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	28.7	19.7	25.7	6.0	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	-62.3	8.4	44.1	35.7	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	10.6	40.8	110.6	69.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amortiss. du patrimoine administratif	9.6	40.8	56.5	15.6	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
33 Amortiss. du découvert comptable	-	-	17.8	17.8	33 Abschreib. der buchhalt. Unterdeckung
36 Subventions accordées	1.0	-	-	-	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	-	-	36.3	36.3	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	-	-	-	-	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen ²
Revenus extraordinaires	19.4	37.8	73.9	36.1	Ausserordentlicher Ertrag
42 Revenus des biens	-	-	36.3	36.3	42 Vermögenserträge
46 Subventions acquises	-2.5	-	-	-	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	3.8	37.8	37.6	-0.2	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinancements des dépenses ²	18.1	-	-	-	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanzierungen ²
Résultat extraordinaire	8.8	-3.0	-36.7	-33.7	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-53.5	5.4	7.4	2.0	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

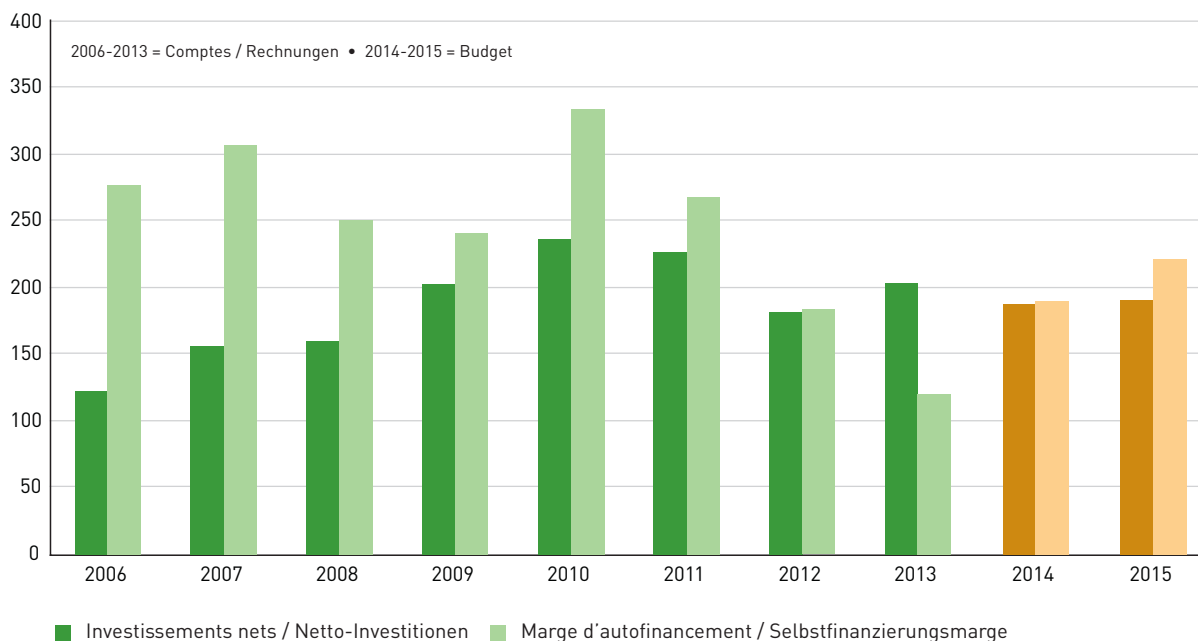
Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	114.9	88.5	108.7	20.2	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	78.5	84.0	75.1	-8.9	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	8.4	14.0	5.2	-8.8	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	520.0	480.0	609.1	129.1	Ausgaben
50 Investissements propres	335.9	282.8	428.5	145.8	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	47.9	55.4	45.0	-10.4	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	112.7	118.3	111.8	-6.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.5	23.6	23.8	0.3	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	318.2	293.5	420.1	126.6	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	3.7	-	3.4	3.4	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	39.6	41.4	39.8	-1.6	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	2.0	3.1	1.2	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.5	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	251.0	226.4	349.8	123.3	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.5	23.6	23.8	0.3	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



Indicateurs

Kennzahlen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2005	COMPTE RECHNUNG 2012	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus (+) / charges (-) ¹	54.5	1.1	-53.5	5.4	7.4	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) ¹
Compte des investissements						Investitionsrechnung
Investissements bruts	381.4	503.2	520.0	480.0	609.1	Brutto-Investitionen
Investissements nets	122.1	181.1	201.8	186.5	189.1	Netto-Investitionen
Proportion des investissements ²	17.8 %	16.2 %	16.2 %	15.3%	18.6%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	Investitionstätigkeit
	mittel	mittel	mittel	mittel	mittel	
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	282.5	182.0	119.1	188.6	219.9	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement ³	160.3	0.9	-82.6	2.0	3.3	Finanzierungsüberschuss(+) / -fehlbetrag (-) ³
Degré d'autofinancement	231.3%	100.5%	59.0%	101.1%	116.3%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	943.9	1'210.7	1'176.4	1'221.6	1'220.2	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	645.4	772.4	743.8	806.6	770.3	Gewinn- und Kapitalsteuern
Autres impôts	86.4	135.2	140.4	130.4	127.7	Andere Steuern
	212.0	303.1	292.3	284.6	322.2	
Endettement brut	2'051.2	2'792.1	2'856.2	2'748.0	2'826.2	Bruttoverschuldung
Endettement net	155.5	1'121.3	1'203.9	1'119.3	1'173.1	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	7'035	8'807	8'877	8'668	8'784	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	533	3'537	3'742	3'531	3'646	Nettoschuld (in Franken)
Eléments macro-économiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	1.8%	1.8%	2.7%	n.d.	n.d.	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	4.0%	3.5%	4.0%	4.1%	3.8%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Eléments macro-économiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	2.7%	1.0%	2.0%	2.1%	2.6%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.8%	2.9%	3.2%	3.3%	2.8%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Renchérissment moyen ⁶	1.2%	-0.7%	-0.2%	0.2%	0.4%	Durchschnittliche Teuerung ⁶

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

⁴ Sources : Créa/BCVs et SECO.

Le dernier compte présente des prévisions

⁵ Sources : SICT et SECO

⁶ Source : OFS

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

² Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

⁴ Quellen : Créa/WKB und SECO. Für die letzte Rechnung, geschätzte Werte

⁵ Quellen : DIHA und SECO

⁶ Quelle : BFS

Les budgets et les comptes présentent les indicateurs valables lors de leur élaboration.

Die Budgets und die Rechnungen berücksichtigen die gültigen Kennzahlen bei ihrer Erstellung.

Contexte et perspectives

Le budget 2015 s'inscrit dans le contexte et les perspectives économiques présentés ci-après (état au 1^{er} semestre 2014).

Situation économique générale

Si la reprise mondiale reste fragile, les perspectives s'améliorent et l'activité mondiale devrait continuer de progresser en 2014 et en 2015. Dans ses perspectives de l'économie mondiale d'avril 2014, le Fonds monétaire international (FMI) dépeint un tableau globalement optimiste de l'économie mondiale (+3,6% en 2014 et +3,9% en 2015), tout en insistant sur certains risques susceptibles d'affecter l'évolution conjoncturelle et en rappelant que, si l'économie mondiale se redresse progressivement, les progrès demeurent inégaux entre les différents pays et régions.

Alors que le PIB exprimé en termes réels s'est à nouveau replié dans la zone euro en 2013 (-0,5%), le FMI table sur une progression de ce dernier de 1,2% en 2014 et de 1,5% en 2015. Même si ces perspectives, bien que modestes, sont encourageantes, elles ne concernent pas tous les pays de manière identique. Aussi, la croissance devrait être plus vigoureuse dans les pays du centre de la zone euro que dans les pays caractérisés par une dette (publique et privée) élevée et par une fragmentation financière, ces deux facteurs freinant la demande intérieure. Combiné à une accélération attendue de l'activité aux Etats-Unis, ce retour de la croissance dans la zone euro devrait permettre une progression du PIB de l'ordre de 2,2% en 2014 et de 2,3% en 2015 sur l'ensemble des pays avancés. Quant au manque de dynamisme des pays émergents et des pays en voie de développement, il devrait perdurer en raison des effets opposés de deux forces. D'un côté, les exportations devraient progresser grâce à l'affermissement conjoncturel des pays avancés et à la dépréciation monétaire, et, de l'autre, les investissements devraient être pénalisés par le durcissement des conditions de financement. Globalement, toutefois, ces pays continuent de représenter plus du 2/3 de la croissance mondiale. Dans ses perspectives de l'économie mondiale d'avril 2014, le FMI s'attend à une croissance des pays émergents et en voie de développement de 4,9% en 2014 et de 5,3% en 2015.

Malgré l'amélioration des perspectives mondiales, l'environnement économique actuel reste entaché de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'affecter la conjoncture, parmi lesquels :

- les nouveaux risques géopolitiques apparus récemment ;
- la faible inflation observée dans les pays avancés (notamment la zone euro), laquelle pourrait à terme avoir un effet négatif sur l'activité et les dettes, d'autant que les taux directeurs, déjà proches de zéro, ne peuvent plus être réduits ;
- l'hétérogénéité de la croissance économique toujours observée entre les différentes régions du monde ;

Umfeld und Perspektiven

Das Budget 2015 stützt sich auf die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen und Aussichten des ersten Halbjahres 2014, die nachfolgend präsentiert werden.

Allgemeine Wirtschaftslage

Auch wenn der weltweite Aufschwung noch unbeständig ist, werden die Aussichten allmählich besser. Die Weltwirtschaft dürfte 2014 und 2015 weiter wachsen. Der Internationale Währungsfonds (IWF) zeigt sich in seiner Prognose vom April 2014 allgemein optimistisch. Er geht von einem Weltwirtschaftswachstum von 3,6% im Jahr 2014 und von 3,9% im Jahr 2015 aus, weist aber auf bestimmte Konjunkturrisiken und die unterschiedliche Entwicklung zwischen den einzelnen Ländern und Regionen hin.

Trotz des Rückgangs des realen BIP in der Eurozone im Jahr 2013 (-0,5%) rechnet der IWF mit einem BIP-Wachstum von 1,2% im Jahr 2014 und 1,5% im Jahr 2015. Von diesem zaghaften Aufschwung können jedoch nicht alle Länder gleichermaßen profitieren. Das Wachstum dürfte im Zentrum der Eurozone höher ausfallen als in den peripheren Ländern, die eine hohe öffentliche und private Verschuldung sowie eine finanzielle Fragmentierung aufweisen – beides Faktoren, welche die Inlandsnachfrage bremsen. In Kombination mit der erwarteten Beschleunigung der Wirtschaftstätigkeit in den USA dürfte das positive Wachstum in der Eurozone insgesamt in den Industrieländern zu einem Anstieg des BIP um 2,2% im Jahr 2014 und 2,3% im Jahr 2015 führen. Der Mangel an Dynamik in den Schwellen- und Entwicklungsländern bleibt voraussichtlich aufgrund von zwei entgegengesetzten Faktoren bestehen: Einerseits dürften die Exporte dank dem Konjunkturaufschwung der Industrieländer und der Inflation zunehmen, andererseits werden die Investitionen wohl aber durch die härteren Finanzierungsbedingungen erschwert. Dennoch sind diese Länder auch künftig für über zwei Drittel des Weltwirtschaftswachstums verantwortlich. In seiner Prognose vom April 2014 rechnet der IWF mit einem Wachstum in den Schwellen- und Entwicklungsländern von 4,9% im Jahr 2014 und 5,3% im Jahr 2015.

Trotz der allgemein besseren Aussichten in der Weltwirtschaft bleiben zahlreiche Risiken und Unsicherheiten für die Konjunktur bestehen, darunter:

- neu aufgetretene geopolitische Risiken ;
- tiefe Inflation in den Industrieländern (insbesondere Eurozone), die sich möglicherweise negativ auf die Aktivität und die Schulden auswirkt, besonders weil die Leitzinsen schon heute fast auf null sind und nicht weiter gesenkt werden können ;
- Heterogenität des wirtschaftlichen Wachstums in den verschiedenen Regionen der Welt ;
- historisch hohe Arbeitslosenquoten ;
- Risiken in Zusammenhang mit der Normalisierung

- les taux de chômage historiquement élevés ;
- les risques liés à la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis (augmentation de la volatilité sur les marchés financiers notamment) ;
- les déséquilibres budgétaires qui, bien que réduits, demeurent importants dans de nombreux pays.

Perspectives économiques de la Suisse

Malgré une reprise économique mondiale hésitante, l'évolution conjoncturelle suisse demeure réjouissante en comparaison internationale, comme le relèvent les principaux instituts conjoncturels.

Croissance

Selon les premiers résultats provisoires publiés par le SECO le 27 février 2014, la croissance du produit intérieur brut (PIB) suisse s'est élevée à 2,0% en 2013 (valeurs exprimées en termes réels, aux prix constants de l'année précédente).

Cette évolution réjouissante semble persister en début d'année 2014. En effet, par rapport au trimestre précédent, la croissance suisse a atteint 0,5% au 1^{er} trimestre 2014 (selon le communiqué du SECO du 28 mai 2014). En glissement annuel, la progression s'établit à 2,0% et s'inscrit dans la tendance observée en 2013. Cette évolution favorable confirme une fois de plus la bonne tenue de notre économie, notamment en comparaison internationale. Elle s'explique en particulier par une amélioration de la balance commerciale des marchandises et services, laquelle présente à la fois une croissance des exportations et un recul des importations par rapport au dernier trimestre 2013.

Toutefois, pour la fin de l'année 2014, le SECO ne cède pas à l'euphorie et ne s'attend pas à une inversion claire de tendance du côté des exportations. Dans ses prévisions de juin 2014, le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table en effet toujours sur un développement timide du commerce extérieur en 2014. Comme depuis la crise financière de 2008-2009, la demande intérieure devrait donc constituer une fois de plus le fer de lance de l'essor conjoncturel en Suisse pour les années à venir. Le Groupe d'experts de la Confédération prévoit une croissance du PIB réel de 2,0% en 2014 et de 2,6% en 2015.

Consommation, investissements, exportations

Après une hausse remarquable en 2012, la consommation privée a continué de livrer la contribution la plus importante à la croissance du PIB suisse en 2013, au contraire de la balance commerciale des biens et services, laquelle ne l'a influencée que de manière marginale. Le tableau dépeint par les estimations trimestrielles du SECO pour le 1^{er} trimestre 2014 affiche en revanche une amélioration sensible de la balance commerciale ainsi qu'une croissance soutenue des investissements dans le domaine de la construction.

Selon les prévisions du SECO de juin 2014, l'économie suisse continuera de pouvoir compter sur une

der Geldpolitik in den USA (insbesondere Zunahme der Volatilität auf den Finanzmärkten) ;

- immer noch angespannte Haushaltslage in zahlreichen Ländern, trotz teilweiser Verbesserung der Situation.

Wirtschaftsprognosen für die Schweiz

Gemäss den wichtigsten Konjunkturinstituten dürfte sich die Schweizer Konjunktur im internationalen Vergleich trotz des zögerlichen globalen Aufschwungs erfreulich entwickeln.

Wachstum

Gemäss den ersten provisorischen Resultaten, die das SECO am 27. Februar 2014 veröffentlicht hat, ist das Bruttoinlandprodukt (BIP) der Schweiz im Jahr 2013 um 2,0% gestiegen (real, zu konstanten Preisen des Vorjahres).

Diese erfreuliche Entwicklung scheint sich Anfang 2014 fortzusetzen, denn gemäss Medienmitteilung des SECO vom 28 Mai 2014 ist das BIP der Schweiz im 1. Quartal 2014 gegenüber dem Vorquartal um 0,5% gestiegen. Gegenüber der Vorjahresperiode liegt die Steigerung bei 2,0%, was der im Jahr 2013 beobachteten Tendenz entspricht. Diese positive Entwicklung bestätigt einmal mehr den guten Zustand unserer Wirtschaft – insbesondere im internationalen Vergleich – und erklärt sich vor allem durch die bessere Handelsbilanz der Waren und Dienstleistungen, die gegenüber dem letzten Quartal 2013 mehr Exporte und weniger Importe aufwies.

Trotzdem hält sich die Euphorie des SECO in Grenzen, denn bis Ende 2014 wird keine klare Trendwende bei den Exporten erwartet. Die Expertengruppe des Bundes rechnet in ihrer Prognose vom Juni 2014 weiterhin nur mit einer zögerlichen Verbesserung des Aussenhandels im laufenden Jahr. Wie schon so oft seit der Finanzkrise 2008-2009 ist die Inlandsnachfrage die Hoffnungsträgerin für die Schweizer Konjunktur der nächsten Jahre. Die Expertengruppe des Bundes erwartet ein BIP-Wachstum von real 2,0% im Jahr 2014 und 2,6% im Jahr 2015.

Konsum, Investitionen, Exporte

Nach einer markanten Zunahme im Jahr 2012 trug der Privatkonsum auch 2013 am meisten zum BIP-Wachstum der Schweiz bei, wohingegen die Handelsbilanz der Waren und Dienstleistungen hier nur einen geringen Einfluss hatte. Demgegenüber zeigen die Schätzungen des SECO für das 1. Quartal 2014 eine deutliche Verbesserung der Handelsbilanz sowie eine kräftige Zunahme der Bauinvestitionen.

Die SECO-Prognose vom Juni 2014 geht für die nächsten Jahre weiterhin von einer robusten

dynamique conjoncturelle interne vigoureuse au cours des prochaines années. Elle s'appuiera notamment sur la consommation privée, soutenue par la progression de l'emploi et des revenus, et sur les investissements en biens d'équipement. En revanche, même si le commerce extérieur a montré quelques signes encourageants en début d'année 2014, la reprise des exportations demeure hésitante, pénalisée notamment par une progression irrégulière de la conjoncture internationale, par le recul de l'inflation dans de nombreux pays européens, ainsi que par un franc suisse toujours surévalué par rapport à de nombreuses devises.

Au niveau des investissements dans le domaine de la construction, le SECO table sur un scénario plutôt optimiste, avec une croissance attendue à 4,0% en 2014 et 1,5% en 2015. Toutefois, si ce secteur bénéficie des faibles taux d'intérêt et de la croissance encore soutenue de la population, il demeure sous la menace de nombreux risques et incertitudes, tels que la limitation des résidences secondaires, la diminution des impulsions données par les chantiers publics ou encore l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse.

Emploi / chômage

Le taux de chômage suisse semble avoir récemment atteint un point d'inflexion. En faible mais constante augmentation depuis le milieu de l'année 2012, il a très légèrement reculé au cours des cinq premiers mois de l'année 2014. Evalué à 3,2% en moyenne en 2013, le chômage devrait toucher 3,1% des personnes actives en 2014 et 2,8% en 2015 (selon les prévisions conjoncturelles du SECO de juin 2014). Ces chiffres reflètent des perspectives conjoncturelles globalement positives.

En ce qui concerne l'emploi, les chiffres du premier trimestre 2014 publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) attestent que l'emploi progresse, et ce à la fois dans le secteur secondaire (+0,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2013) et dans le secteur tertiaire (+1,1%). Le SECO prévoit une croissance de l'emploi (hors secteur primaire) de 1,2% en 2014 et de 1,4% en 2015 (prévisions de juin 2014).

Inflation, taux d'intérêt et cours de change

Dans son examen de la situation économique et monétaire de juin 2014, la Banque nationale suisse (BNS) réaffirme sa volonté ferme de maintenir le cours plancher à 1,20 CHF pour 1 Euro. A cette fin, elle s'autorise à acheter des devises en quantités illimitées et à prendre des mesures supplémentaires en cas de besoin.

Dans ce même communiqué, la BNS maintient également la marge de fluctuation du Libor à trois mois à 0%-0,25%. Cette politique monétaire expansionniste en vigueur depuis fin 2008 permet de soutenir l'activité économique et de lutter contre la cherté du franc suisse.

En l'absence d'une véritable dynamique conjoncturelle internationale et en raison du niveau

Konjunkturdynamik in der Schweiz aus. Diese wird vor allem durch den Privatkonsum, steigende Beschäftigungs- und Einkommenszahlen sowie höhere Ausstattungsinvestitionen gestützt. Trotz der positiven Signale im Aussenhandel Anfang 2014 entwickeln sich die Exporte nur zögerlich, insbesondere wegen der unregelmässigen internationalen Konjunktur, der Inflation in zahlreichen europäischen Ländern und des gegenüber vielen Devisen immer noch starken Frankens.

Bei den Bauinvestitionen blickt das SECO eher optimistisch in die Zukunft und rechnet mit einem Wachstum von 4,0% im Jahr 2014 und 1,5% im Jahr 2015. Dieser Sektor profitiert weiterhin vom Tiefzinsumfeld und dem Bevölkerungswachstum. Allerdings gibt es mehrere Risiken und Unsicherheiten, wie z.B. die Begrenzungen bei den Zweitwohnungen, die rückläufigen Impulse aus dem öffentlichen Bauwesen und die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative.

Beschäftigung / Arbeitslosigkeit

Bei der Schweizer Arbeitslosenquote zeichnet sich eine Trendwende ab. Nachdem sie seit Mitte 2012 kontinuierlich leicht zugenommen hatte, ging sie in den ersten fünf Monaten des Jahres 2014 leicht zurück. Lag die Arbeitslosenquote im Jahr 2013 noch bei durchschnittlich 3,2%, wird sie im Jahr 2014 und 2015 voraussichtlich auf 3,1% bzw. 2,8% sinken (gemäss Konjunkturprognosen des SECO vom Juni 2014). Diese Zahlen widerspiegeln den grundsätzlich positiven Konjunkturausblick.

Die Arbeitsmarktzahlen des Bundesamtes für Statistik (BFS) für das 1. Quartal 2014 zeigen eine Zunahme der Beschäftigung sowohl im sekundären Sektor (+0,7% gegenüber 1. Quartal 2013) als auch im tertiären Sektor (+1,1%). Das SECO rechnet in seiner Prognose vom Juni 2014 mit einer Beschäftigungszunahme (mit Ausnahme des primären Sektors), die im Jahr 2014 bei 1,2% und im Jahr 2015 bei 1,4% liegen dürfte.

Inflation, Zinssätze und Wechselkurs

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) bekräftigt in ihrer geldpolitischen Lagebeurteilung vom Juni 2014 ihren Willen zur Beibehaltung des Euro-Mindestkurses von CHF 1,20. Sie ist bereit, diesen durch den Kauf von Devisen in unbeschränkter Höhe durchzusetzen und bei Bedarf weitere Massnahmen zu ergreifen.

Ausserdem belässt sie gemäss Medienmitteilung das Zielband für den Dreimonats-Libor bei 0%-0,25%. Diese expansive Geldpolitik wird seit Ende 2008 verfolgt und erlaubt es, die Wirtschaft zu unterstützen und gegen die Frankenstärke anzukämpfen.

Aufgrund der verhaltenen internationalen Konjunkturaussichten und der äusserst niedrigen Inflation

particulièrement bas de l'inflation dans la zone euro notamment, les prévisions conditionnelles de la BNS écartent tout risque d'inflation en Suisse pour les prochains mois (+0,1% en 2014, +0,3% en 2015 et +0,9% en 2016). En juin 2014, le SECO table quant à lui sur une croissance de l'indice des prix à la consommation de l'ordre de 0,1% en 2014 et de 0,4% en 2015.

Perspectives économiques du Valais

L'évolution de l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCV), élaboré avec l'institut bâlois BAK, fait état d'un affaiblissement progressif de la dynamique économique en début d'année 2014. En effet, si la croissance a tout de même atteint 1,4% pour l'entier du premier trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente, elle s'est dégradée pour se situer à 0,2% seulement au mois d'avril. Au mois de mai, ce même indicateur présente même un recul (-0,3%). A cela s'ajoutent les données du baromètre de conjoncture régional du Credit Suisse, lequel fait état, en août 2014, d'une situation conjoncturelle bien plus défavorable sur le plan valaisan que sur l'ensemble de la Suisse et d'un indicateur en forte régression par rapport à 2013 contrairement à l'indicateur pour la Suisse qui évolue favorablement. Le taux de chômage se maintient quant à lui à un niveau modéré: 3,3% en juillet 2014 – taux mensuel.

Principaux secteurs économiques

Les signaux positifs observés dans les secteurs exportateurs en 2013 semblent se confirmer en début d'année 2014. Sur l'ensemble du premier trimestre, l'économie valaisanne fait état d'une augmentation globale des exportations de 2,5%. Si le secteur de la métallurgie affiche des progressions régulières sur les premiers mois de 2014, les autres secteurs exportateurs valaisans que sont la chimie pharmaceutique et le secteur «machines, outils et électronique» ne présentent pas d'orientation claire.

Dans le domaine du tourisme, le recul des nuitées observé au cours de la deuxième moitié de l'année 2013 se poursuit sur les premiers mois de 2014. Pour l'ensemble de la saison hivernale (novembre 2013 à février 2014), la demande hôtelière a baissé de 1,7% en Valais.

Enfin, si le domaine de la construction présente toujours un certain dynamisme sur les six premiers mois de 2014, notamment sur le plan suisse, les menaces liées à ce secteur risquent à l'avenir d'affecter durement certains cantons et notamment le Valais. Aussi, les effets de l'initiative limitant les résidences secondaires, ainsi que la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, devraient être peu à peu perceptibles. Pour le deuxième trimestre 2014, les données courantes de la Société suisse des entrepreneurs dépeignent par ailleurs une situation morose, avec un repli tant des nouveaux projets que des réserves de travail.

in der Eurozone sieht die SNB für die Schweiz keine Inflationsgefahr in den nächsten Monaten (gemäss bedingter Prognose: +0,1% im Jahr 2014, +0,3% im Jahr 2015 und +0,9% im Jahr 2016). Das SECO rechnet seinerseits gemäss Prognose vom Juni 2014 mit einem Anstieg des Konsumentenpreisindex von 0,1% im Jahr 2014 und 0,4% im Jahr 2015

Wirtschaftsprognosen für das Wallis

Der gemeinsam mit dem Institut BAK BASEL erarbeitete Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) zeigte Anfang 2014 eine allmähliche Abschwächung der Wirtschaftsdynamik. Trotzdem wurde im 1. Quartal gesamthaft ein Wachstum von 1,4% gegenüber der Vorjahresperiode erreicht. Im April schwächte sich das Wachstum dann aber deutlich ab und lag nur noch bei 0,2%. Im Mai weist derselbe Indikator sogar einen Rückgang aus (-0,3 %). Zudem kommen die Daten des regionalen Konjunkturbarometers der Credit Suisse hinzu. Dieser zeigt im August 2014 für das Wallis eine wesentlich ungünstigere konjunkturelle Wirtschaftslage auf als für die Schweiz. Der Indikator prognostiziert fürs Wallis im Vergleich zu 2013 einen starken Rückgang, dagegen entwickelt sich der gleiche Indikator erfreulich für die Schweiz. Die Arbeitslosenquote blieb auf einem moderaten Niveau und lag im Juli 2014 bei 3,3% (Monatsrate).

Wichtigste Wirtschaftszweige

Die positiven Signale aus dem Exportsektor im Jahr 2013 blieben auch Anfang 2014 bestehen. Im 1. Quartal 2014 verzeichnete die Walliser Wirtschaft einen Anstieg der Exporte von gesamthaft 2.5%. Während die Metallindustrie in den ersten Monaten des Jahres 2014 regelmässig zulegen konnte, war die Entwicklung in den anderen beiden bedeutenden Walliser Exportbranchen «Pharmazeutische Chemie» und «Maschinen, Apparate, Elektronik» nicht eindeutig.

Der in der zweiten Hälfte des Jahres 2013 beobachtete Rückgang der Übernachtungen in der Tourismusbranche setzte sich in den ersten Monaten des Jahres 2014 fort. Über die gesamte Wintersaison gesehen (November 2013 bis Februar 2014) gingen die Hotelübernachtungen im Wallis um 1,7% zurück.

Die Dynamik im Bausektor während des ersten Halbjahres 2014 (insbesondere auf nationaler Ebene) darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass sich bestimmte Kantone – darunter auch das Wallis – in diesem Sektor mit grossen Zukunftsrisiken konfrontiert sehen. Die Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative und der Revision des Raumplanungsgesetzes dürften nach und nach spürbar werden. Die aktuellen Zahlen des Schweizerischen Baumeisterverbandes führen zu eingetrübten Aussichten für das zweite Quartal 2014 mit einem Rückgang sowohl der Neuaufträge als auch der Arbeitsvorräte.

Perspectives pour 2014 et 2015

Même si les perspectives présentées dans le rapport sur le PIB romand publié par l'institut Créa le 15 mai 2014 demeurent globalement positives, celles de l'économie valaisanne en particulier restent entachées de nombreuses incertitudes. En effet, l'application de l'initiative « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires » constitue un défi majeur pour l'économie de notre canton, notamment pour le secteur de la construction. De plus, d'autres votations populaires passées ou à venir peuvent renforcer ce climat d'incertitude. A cela s'ajoutent une reprise encore modérée de la demande extérieure et la cherté du franc suisse, lesquelles continueront de peser sur la croissance, et plus particulièrement sur les exportations et le tourisme.

Finances du secteur public

En comparaison internationale, la situation financière du secteur public en Suisse est excellente, tant au niveau des soldes de financement que des taux d'endettement.

Alors que les administrations publiques suisses (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) devraient présenter des finances globalement équilibrées en 2013, la quasi-totalité des pays de la zone euro, à l'exception du Luxembourg et de l'Allemagne, boucle l'année 2013 avec un déficit. Toutefois, sur l'ensemble de la zone euro, le déficit tend à diminuer depuis quelques années. Ainsi, après avoir atteint 6,4% du PIB en 2009, le déficit public de la zone euro s'est replié d'année en année pour n'atteindre plus que 3,0% du PIB en 2013.

La bonne situation financière des administrations publiques suisses en comparaison internationale se retrouve également au niveau de l'endettement public. Alors que le ratio dette publique / PIB approche 93% à fin 2013 pour l'ensemble de la zone euro (communiqué d'Eurostat d'avril 2014), le taux d'endettement des administrations publiques suisses (conformément aux critères de Maastricht) s'établit à 35,4% du PIB en 2013, selon les prévisions communiquées par l'Administration fédérale des finances le 27 février 2014. Malgré un très léger sursaut en 2012, le taux d'endettement des administrations publiques devrait poursuivre sa tendance baissière entamée en 2003, et ce, grâce notamment aux mécanismes de frein à l'endettement.

Finances de la Confédération

Avec un excédent de 1,3 mrd, l'exercice comptable 2013 de la Confédération se solde par un résultat bien meilleur qu'escompté (-0,4 mrd inscrit au budget). Cette amélioration s'explique notamment par l'impôt anticipé, lequel dépasse de 1,1 mrd la valeur budgétisée, au contraire de l'impôt fédéral direct qui régresse de 0,6 mrd. Du point de vue des dépenses, des réductions ont pu être réalisées au niveau des prestations versées aux assurances sociales (AI, AVS), de la défense nationale, de l'asile et des intérêts passifs.

Prognosen 2014 und 2015

Obwohl sich gemäss dem Bericht des Instituts Créa vom 15. Mai 2014 zum Westschweizer BIP die Prognosen insgesamt positiv zeigen, ist die Walliser Wirtschaft mit vielen Unsicherheiten behaftet. Die Initiative « Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen » stellt die Wirtschaft unseres Kantons vor grosse Herausforderungen, insbesondere den Bausektor. Ausserdem können vergangene oder zukünftige Volksabstimmungen diese Unsicherheiten noch verstärken. Hinzu kommen die sich nur langsam erholende Auslandsnachfrage und die Frankenstärke, die weiterhin auf dem Wachstum lasten, insbesondere im Export- und Tourismusbereich.

Finanzen der öffentlichen Hand

Im internationalen Vergleich ist die Situation der öffentlichen Finanzen der Schweiz hervorragend, sowohl in Bezug auf den Finanzierungssaldo als auch in Bezug auf die Schuldenquote.

Die öffentlichen Haushalte der Schweiz (Bund, Kantone, Gemeinden, Sozialversicherungen) dürften im Jahr 2013 insgesamt ausgeglichene Finanzen ausweisen, während fast alle Länder der Eurozone – mit Ausnahme von Luxemburg und Deutschland – das Jahr 2013 mit einem Defizit abschliessen. Wenn man die Eurozone gesamthaft betrachtet, scheint das öffentliche Defizit seit ein paar Jahren jedoch zurückzugehen. Betrug es im Jahr 2009 noch 6,4% des BIP, nahm es danach von Jahr zu Jahr ab und lag 2013 schliesslich noch bei 3,0%.

Die gesunde finanzielle Situation der öffentlichen Haushalte der Schweiz im internationalen Vergleich zeigt sich auch bei der Schuldenquote. Während in der Eurozone das Verhältnis Staatsschulden / BIP Ende 2013 bei fast 93% lag (gemäss Medienmitteilung von Eurostat vom April 2014), beträgt die Schuldenquote der öffentlichen Haushalte der Schweiz im Jahr 2013 nach Maastricht-Kriterien 35,4% des BIP (gemäss Schätzung der Eidgenössischen Finanzverwaltung vom 27. Februar 2014). Die Schuldenquote der öffentlichen Haushalte der Schweiz nimmt – mit Ausnahme eines minimalen Anstiegs im Jahr 2012 – seit 2003 ab. Dank der Schuldenbremse dürfte diese Tendenz anhalten.

Bundesfinanzen

Mit einem Überschuss von 1,3 Mrd. schliesst der Bund das Jahr 2013 besser als erwartet ab (budgetiert war ein Defizit von 0,4 Mrd.). Dies ist hauptsächlich auf die Verrechnungssteuer zurückzuführen, die 1,1 Mrd. höher ausfiel als budgetiert. Die direkte Bundessteuer blieb hingegen unter den Budgeterwartungen (-0,6 Mrd.). Bei den Leistungen des Bundes an die Sozialversicherungen (IV, AHV) sowie in der Landesverteidigung und im Asylbereich kam es zu Minderausgaben. Auch die tiefen Passivzinsen spielten eine Rolle.

Afin de respecter les exigences du frein à l'endettement, le budget 2015 adopté par le Conseil fédéral en juin 2014 tient compte d'un programme d'économies pour un montant de l'ordre de 700 millions. La nécessité de mettre en œuvre une série de mesures provient notamment du fait qu'en 2013, le produit de l'impôt fédéral direct a été nettement inférieur aux prévisions, ce qui se répercute sur les années suivantes. A ces réductions s'ajoute également un allègement budgétaire de 310 millions consécutif au rejet par le peuple de l'acquisition du nouvel avion de combat. Ainsi, le budget 2015 adopté par le Conseil fédéral présente un excédent de financement de l'ordre de 500 millions, alors que les exigences du frein à l'endettement fixent comme seuil minimum un excédent de 300 millions. L'excédent structurel inscrit dans le budget 2015 atteint par conséquent quelque 200 millions.

Par rapport au budget précédent, les dépenses ordinaires affichent une progression nettement inférieure à celle du produit intérieur brut nominal attendue pour 2015 (1,3% contre 3,1%). Cette croissance modeste découle notamment de la réduction des dépenses consacrées à la défense nationale (-3,1%), suite au rejet de l'achat du Gripen, ainsi qu'à l'agriculture et alimentation (-3,6%), en raison d'économies budgétisées en 2015.

Selon les estimations de l'Administration fédérale des finances, les recettes ordinaires 2014 de la Confédération ne devraient pas atteindre les valeurs budgétées. En effet, les recettes de l'impôt fédéral direct notamment, et les droits de timbre dans une moindre mesure, devraient rester inférieurs au budget. Toutefois, les recettes ordinaires sont attendues à la hausse au budget 2015 par rapport à ces estimations (+4,0%). Des impulsions positives devraient notamment émaner de l'impôt fédéral direct (+5,6%), soutenu par la croissance des bénéficiaires imposables des personnes morales, de l'impôt anticipé (+10,4%) et des droits de timbre (+7,8%).

Finances des cantons et des communes valaisannes

Selon les estimations de l'Administration fédérale des finances communiquées le 27 février 2014, les cantons suisses devraient afficher en 2015 un déficit global de l'ordre de 0,2% du PIB. Bien que déficitaire, cette situation constitue une certaine amélioration par rapport aux résultats attendus pour 2014 (-0,4% du PIB), année pour laquelle plusieurs cantons prévoient des recapitalisations de leur(s) caisse(s) de pension. Ces résultats mitigés devraient toutefois permettre aux cantons (considérés dans leur globalité) de réduire leur taux d'endettement de 9,3% du PIB en 2012 à 8,6% en 2015 (en référence à la définition de Maastricht).

Concernant les communes valaisannes, il est important de préciser que le degré de difficulté de l'exercice d'établissement d'un budget est entre autre lié à la situation financière de départ. Or, il y a une année,

Zur Einhaltung der Schuldenbremse ist im Budget 2015, das der Bundesrat im Juni 2014 genehmigt hat, ein Sparprogramm von rund 700 Mio. vorgesehen. Dieses drängt sich besonders deshalb auf, weil der Ertrag aus der direkten Bundessteuer im Jahr 2013 deutlich tiefer war als budgetiert, was sich auf die folgenden Jahre auswirkt. Zusätzlich entlastet die Ablehnung des neuen Kampfflugzeugs durch das Volk den Haushalt um 310 Mio. Franken. Das vom Bundesrat genehmigte Budget 2015 weist einen Finanzierungsüberschuss von gut 500 Mio. Franken aus. Gemäss Schuldenbremse wären mindestens 300 Mio. vorgeschrieben. Daraus ergibt sich ein struktureller Überschuss von rund 200 Mio.

Das Ausgabenwachstum gegenüber dem Budget 2014 beträgt 1,3% und liegt deutlich tiefer als das für 2015 erwartete BIP-Wachstum von 3,1%. Der Grund für dieses relativ moderate Ausgabenwachstum sind namentlich die Ablehnung der Anschaffung des Kampfflugzeugs Gripen (Landesverteidigung -3,1%) und die für 2015 vorgesehenen Budgetkürzungen im Bereich Landwirtschaft und Ernährung (-3,6%).

Nach Einschätzung der Eidgenössischen Finanzverwaltung werden die ordentlichen Bundeseinnahmen 2014 die budgetierten Werte nicht erreichen. Dies insbesondere aufgrund der Tatsache, dass die Einnahmen aus der direkten Bundessteuer und den Stempelabgaben geringer ausfallen als im Budget erwartet. Für 2015 rechnet man mit einer Zunahme der Einnahmen von +4,0% gegenüber dem Budget 2014. Dies insbesondere aufgrund der erwarteten positiven Impulse bei der direkten Bundessteuer (+5,6%), bei den Gewinnsteuern der juristischen Personen, der Verrechnungssteuer (+10,4%) und den Stempelabgaben (+7,8%).

Finanzen der Kantone und der Walliser Gemeinden

Gemäss den Prognosen der Eidgenössischen Finanzverwaltung vom 27. Februar 2014 dürften die Kantone 2015 insgesamt ein Defizit von 0,2% des BIP ausweisen. Dies stellt eine Verbesserung gegenüber dem für 2014 erwarteten Resultat dar (-0,4% des BIP). Grund dafür ist die Rekapitalisierung mehrerer kantonaler Pensionskassen im Jahr 2014. Trotz dieser eher durchgezogenen Resultate rechnet man mit einer Senkung der Gesamt-Schuldenquote der Kantone, nämlich von 9,3% (2012) auf 8,6% (2015) gemäss Maastricht-Kriterien.

Bei den Walliser Gemeinden gilt es zunächst darauf hinzuweisen, dass der Schwierigkeitsgrad der Budgeterstellung immer auch von der finanziellen Ausgangssituation abhängt. Vor einem Jahr rechne-

l'hypothèse avait été émise que la planification serait plus ardue que d'habitude au vu notamment des premiers signes de fléchissement observés dans les comptes communaux 2012 qui auraient pu marquer un tournant après huit exercices consécutifs de très bonne facture.

Les comptes consolidés 2013 des communes valaisannes (133 sur 135) bouclent heureusement avec un résultat fort réjouissant. La marge d'autofinancement devrait avoisiner les 373 millions de francs, soit 31 millions de francs de mieux qu'en 2012. Malgré l'important volume des investissements nets (près de 400 millions de francs), l'insuffisance de financement n'est que d'un peu plus de 26 mios, en très nette amélioration par rapport à l'insuffisance de plus de 106 mios en 2012.

L'endettement net par habitant de 1'294 francs, en légère hausse par rapport à l'année précédente, reste toujours bien ancré dans l'appréciation d'un endettement très faible. Comme les autres indicateurs se trouvent également évalués de bien à très bien, la difficulté de la planification sera relative. L'attention et l'anticipation doivent néanmoins demeurer dans la réflexion et guider l'établissement du budget 2015, première pierre de la planification 2015-2018.

Elaboration du budget : lignes directrices

Lors de l'élaboration du présent budget, le Conseil d'Etat a tenu compte des dispositions et paramètres ci-après.

La règle du frein aux dépenses et à l'endettement

Depuis l'exercice 2005, le Valais suit la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte des investissements doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets.

Un des objectifs généraux du budget 2015 est de garantir l'application de l'article constitutionnel auquel se réfère la loi (art. 25 al. 1 Cst VS). Avec un excédent de revenus et un excédent de financement, le budget 2015 remplit ces exigences.

Le budget 2015 a également pour objectif de dégager un excédent de financement et un excédent de revenus suffisants pour permettre la prise en charge de l'amortissement des découverts financier et comptable du compte 2013. En effet, le compte 2013 a bouclé avec un excédent de dépenses et une insuffisance de financement et la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement oblige à

te man noch mit einer schwierigen Budgetplanung, weil es in den Jahresrechnungen 2012 der Gemeinden nach acht sehr guten Jahren erstmals nach einem Abwärtstrend aussah.

Die konsolidierten Jahresrechnungen 2013 der Walliser Gemeinden (133 von insgesamt 135) zeigen nun aber ein äusserst erfreuliches Ergebnis. Die Selbstfinanzierungsmarge dürfte bei rund 373 Mio. Franken liegen, was einer Steigerung von 31 Mio. gegenüber 2012 entspricht. Trotz des hohen Netto-Investitionsvolumens (fast 400 Mio. Franken) liegt der Finanzierungsfehlbetrag bei nur etwas mehr als 26 Mio. Franken, was eine ganz klare Verbesserung im Vergleich zu 2012 darstellt, als sich der Fehlbetrag noch auf über 106 Mio. belief.

Die Pro-Kopf-Verschuldung betrug netto 1'294 Franken. Sie ist damit leicht höher als im Vorjahr, jedoch immer noch auf einem moderaten Niveau. Da auch die übrigen Indikatoren gute bis sehr gute Werte aufweisen, dürften sich die Schwierigkeiten bei der Budgetplanung im Rahmen halten. Trotzdem muss das Budget 2015, welches der Grundstein für die Finanzplanung 2015-2018 ist, vorsichtig und vorausschauend erarbeitet werden.

Leitlinien für die Budgeterarbeitung

Bei der Erarbeitung des vorliegenden Budgets hat der Staatsrat die folgenden Bestimmungen und Parameter berücksichtigt.

Die Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit dem Rechnungsjahr 2005 folgt das Wallis der Bestimmung über das finanzielle Gleichgewicht, die im Gesetz vom 9. Juni 2004 über die Ausgaben- und Schuldenbremse verankert ist. Artikel 3 Abs. 3 des FHG legt fest, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr ausgeglichen sein müssen, so dass eine 100%-Deckung der Netto-Investitionen gesichert ist.

Eines der allgemeinen Ziele des Budgets 2015 besteht darin, die Einhaltung des Verfassungsartikels zu gewährleisten, auf den sich das Gesetz stützt (Art. 25 Abs. 1 KV VS). Mit einem Ertragsüberschuss und einem Finanzierungsüberschuss erfüllt das Budget 2015 diese Anforderungen.

Im Budget 2015 muss zudem ein genügend hoher Finanzierungs- und Ertragsüberschuss einberechnet werden, um die finanzielle und buchhalterische Unterdeckung der Rechnung 2013 abzuschreiben. Die Rechnung 2013 schloss mit einem Aufwandüberschuss und Finanzierungsfehlbetrag ab, der gemäss dem Gesetz über die Ausgaben- und

prévoir l'amortissement de ces découverts au budget du deuxième exercice suivant, soit au budget 2015.

Cet amortissement peut être réparti sur une durée maximale de cinq ans par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue, en cas de situation économique particulièrement difficile ou de catastrophe naturelle ou d'autre événement et situation présentant un caractère grave ou extraordinaire. En cas de gravité exceptionnelle, ce délai peut, par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue des membres, être prolongé pour une durée de deux ans.

Le projet de budget 2015 prend en compte le projet de décision proposé par le Conseil d'Etat au Grand Conseil d'un amortissement sur trois ans des découverts 2013.

La planification intégrée pluriannuelle 2014-2017

Le présent budget est fondé sur la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2014-2017.

Le budget 2015 intègre, en plus des éléments planifiés, les mesures prises par le décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1) évaluées à 40 mio, mais également les évolutions et résultats constatés au compte 2013.

Le projet de budget 2015 est construit compte tenu également des dispositions du projet de décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015, projet de décret soumis au Grand Conseil à la même session que le budget.

Par ailleurs, le budget 2015 se différencie de la PIP 2014-2017 dans la mesure où des éléments non valorisés ou partiellement valorisés dans la planification ont été pris en considération, suite aux travaux de priorisation notamment.

La croissance des dépenses

L'évolution des dépenses tient compte notamment des éléments cités précédemment ainsi que d'un taux de renchérissement nul (pour le calcul des salaires par exemple). Ces différents éléments permettent ainsi de limiter la croissance des dépenses, et ce, indépendamment de l'évolution des charges exogènes relatives notamment aux coûts induits liés aux investissements antérieurs et à la croissance du volume des prestations publiques.

La budgétisation des recettes

L'estimation et la budgétisation des recettes se basent sur les chiffres du compte de l'année 2013, sur l'évolution intervenue aux comptes des années précédentes, ainsi que sur les informations et les perspectives financières et économiques.

Schuldenbremse im Budget des übernächsten Jahres (also im Budget 2015) abgeschrieben werden muss.

Der Grosse Rat kann diese Frist bei besonders schwieriger Wirtschaftslage, Naturkatastrophen und anderen schweren oder ausserordentlichen Ereignissen und Situationen durch einen mit absoluter Mehrheit gefassten Beschluss auf fünf Jahre erhöhen. Bei ausserordentlicher Tragweite der obgenannten Ereignisse und Situationen ist eine Verlängerung um zwei weitere Jahre möglich, ebenfalls durch einen mit absoluter Mehrheit der Mitglieder gefassten Beschluss des Grossen Rates.

Das Budget 2015 berücksichtigt den Beschlussentwurf des Staatsrates zuhanden des Grossen Rates, wonach die Unterdeckung 2013 innerhalb von drei Jahren abzuschreiben ist.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2014-2017

Das aktuelle Budget basiert auf der integrierten Mehrjahresplanung (IMP) 2014-2017.

Das Budget 2015 umfasst neben den darin geplanten Elementen auch die Massnahmen des Dekrets über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1) in der Höhe von schätzungsweise 40 Mio. Franken und berücksichtigt die aus der Rechnung 2013 hervorgehenden Entwicklungen und Resultate.

Schliesslich wurde bei der Budgeterarbeitung 2015 auch der Dekretsentwurf betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse miteinbezogen, welcher dem Grossen Rat in der gleichen Session unterbreitet wird.

Das Budget 2015 unterscheidet sich insofern von der IMP 2014-2017, als dass in der IMP nicht bewertete oder nur teilweise bewertete Vorhaben im Budget 2015 nach Prioritäten geordnet mitberücksichtigt wurden.

Ausgabenwachstum

Die Ausgabenentwicklung beruht namentlich auf den oben genannten Elementen sowie einem Teuerungssatz von 0% (z.B. für die Berechnung der Löhne). Dies erlaubt es, den Anstieg der Ausgaben zu begrenzen, und zwar unabhängig von der Entwicklung der exogenen Kosten, die vor allem im Zusammenhang mit den Folgekosten der vorgängig getätigten Investitionen und dem steigenden Volumen der öffentlichen Leistungserbringung stehen.

Die Budgetierung der Erträge

Die Schätzung und die Budgetierung der Erträge erfolgen basierend auf den Zahlen der Rechnung 2013, auf der Entwicklung der Vorjahresrechnungen sowie den zur Verfügung stehenden finanziellen und wirtschaftlichen Informationen und Prognosen.

Priorités d'action 2015 du Conseil d'Etat

Objectifs par domaine d'intervention

Sont énoncés ci-après les objectifs à moyen terme des différents domaines d'intervention fixés par le Conseil d'Etat pour l'année 2015. Ces objectifs sont précisés par les priorités résumées ci-dessous et détaillées dans les mandats de prestations politiques figurant dans le volume « Compte administratif ».

Présidence

- commémoration du bicentenaire de l'entrée du Valais dans la Confédération : Valais/Wallis 2015 ;
- implantation du pôle EPFL avec la création du Campus universitaire à Sion et la mise en place de plateformes préindustrielles ;
- examen des tâches, structures et audit du personnel de l'Etat ;
- appui à la présidence valaisanne de la Conférence des gouvernements cantonaux ;
- renforcement des capacités d'anticipation, de réactivité et de communication du Conseil d'Etat, grâce à la mise en place du nouveau modèle de gouvernance.

Finances et personnel

- poursuite du projet SCC-2015 ;
- mise en place du plan d'action suite au sondage de satisfaction réalisé auprès du personnel ;
- suivi de l'entrée en vigueur de la révision de la législation concernant le régime de pensions des magistrats.

Institutions

- travaux relatifs à la révision constitutionnelle et législative touchant à l'organisation territoriale et institutionnelle du canton ;
- travaux relatifs à la révision de la Constitution dans la mesure où elle touche les droits fondamentaux et les libertés individuelles ;
- organisation et conduite des élections fédérales 2015 ;
- renforcement de la coordination liée à la problématique des mariages forcés.

Informatique

- projet d'implémentation de la stratégie informatique ;
- mise en fonction d'un deuxième IT-Center ;
- migration du système de messagerie GroupWise.

Santé

- augmentation du nombre de lits d'EMS dans le cadre de la planification des soins de longue durée 2010-2015 de manière à s'adapter à l'évolution des besoins ;
- analyse et définition des besoins de lits dans les EMS ;
- mise en œuvre de mesures de soutien à la médecine de premier recours ;
- décision en matière de construction/rénovation des bâtiments hospitaliers dans les trois régions ;

Prioritäten 2015 des Staatsrates

Ziele nach Sachbereichen

Nachstehend werden die mittelfristig ausgelegten Ziele der verschiedenen Bereiche aufgeführt, die vom Staatsrat für das Jahr 2015 festgelegt wurden. Diese Zielsetzungen werden durch die unten zusammengefassten und in den politischen Leistungsaufträgen ausführlich beschriebenen Prioritäten («Verwaltungsrechnung») präzisiert.

Präsidium

- 200-Jahr-Jubiläum des Beitritts des Wallis zur Eidgenossenschaft : Valais/Wallis 2015 ;
- Ansiedlung des EPFL-Zentrums mit der Schaffung des Uni-Campus in Sitten und der Einrichtung von industriellen Pilotanlagen ;
- Prüfung der Aufgaben und Strukturen sowie Audit des Personals des Staates ;
- Unterstützung des Walliser Präsidiums der Konferenz der Kantonsregierungen ;
- Verstärkung der Antizipations-, Reaktions- und Kommunikationsfähigkeit des Staatsrates dank der Einführung des neuen Führungsmodells.

Finanzen und Personal

- Weiterführung des Projekts KSV-2015 ;
- Umsetzung des Aktionsplans infolge der Mitarbeiterzufriedenheitsumfrage ;
- Begleitung des Inkrafttretens der Revision des Gesetzes über die Ruhegehaltsordnung der Magistraten.

Institutionen

- Arbeiten bezüglich der Verfassungs- und Gesetzgebungsrevision betreffend die territoriale und institutionelle Organisation des Kantons ;
- Arbeiten bezüglich Verfassungsrevision (individuelle Freiheiten und Grundrechte) ;
- Organisation und Durchführung der eidgenössischen Wahlen 2015 ;
- Stärkung der Koordination aufgrund der Problematik der Zwangsheirat.

Informatik

- Projekt zur Implementierung der Informatikstrategie ;
- Inbetriebsetzung eines zweiten IT-Centers ;
- Migration des E-Mail-Systems GroupWise.

Gesundheitswesen

- Erhöhung der Anzahl Pflegeheimbetten im Rahmen der Langzeitpflegeplanung 2010-2015 unter Berücksichtigung der Bedarfsentwicklung ;
- Analyse und Definition des Bedarfs an Pflegeheimbetten ;
- Umsetzung von Unterstützungsmassnahmen für die Hausarztmedizin ;
- Entscheid bezüglich Bau/Renovierung der Spitalgebäude in den drei Regionen ;

- évaluation des besoins en soins pour la planification hospitalière 2015 ;
- mise en œuvre de la liste hospitalière 2015 ;
- transformation du statut de l'OCVS ;
- mise en application de la LEIS et de la loi sur les soins de longue durée.

Affaires sociales et intégration

- mise en œuvre progressive de la planification des places en institutions sociales ;
- élaboration d'une politique en faveur de la personne âgée ;
- analyse de l'aide sociale en Valais.

Culture

- élaboration d'un observatoire du développement culturel en Valais.

Education, formation et jeunesse

- participation à la mise en place du projet Campus Valais Wallis ;
- loi sur l'enseignement primaire :
 - mise en application partielle au plus tôt dès l'année scolaire 2015/2016 ;
 - rédaction de l'ordonnance et de la réglementation d'application ;
- mise en place de nouvelles modalités de l'organisation de la logopédie sur le territoire cantonal ;
- définition en collaboration avec les autres cantons de la convention d'objectifs HES-SO (2017-2020) ;
- mise en place et suivi des nouvelles ordonnances sur le personnel et les finances de la HES-SO Valais/Wallis ;
- mise en place de la nouvelle convention cadre avec les universités de Lausanne et de Genève concernant l'IUKB ;
- mise en œuvre de la convention de partenariat entre le Département de la formation et de la sécurité (DFS) et la Clinique romande de réadaptation (CRR SUVA) dans l'ensemble des écoles professionnelles du Valais ;
- analyse des impacts de la nouvelle ordonnance sur les allocations de formation ayant pour but un meilleur ciblage de l'aide (bourses et prêts d'études) ;
- rappel aux communes que le programme d'impulsion fédérale concernant la petite enfance prendra fin en 2015 ;
- coordination de l'observatoire sur la jeunesse.

Sécurité

- finalisation du projet de construction du nouvel établissement pénitentiaire de Crêtelongue ;
- révision complète de la loi sur la Police cantonale et de son ordonnance d'application ;
- lancement d'une étude préliminaire pour la transformation du SCN en établissement autonome de droit public.

Economie

- soutien aux acteurs locaux dans l'adaptation des structures touristiques ;

- Pflegebedarfsanalyse für die Spitalplanung 2015 ;
- Umsetzung der Spitalliste 2015 ;
- Umwandlung des Statuts der KWRO ;
- Umsetzung des GKAI und des Gesetzes über die Langzeitpflege.

Sozialwesen und Integration

- Schrittweise Umsetzung der Bedarfsplanung im Bereich der Sozialinstitutionen ;
- Ausarbeitung einer Politik für ältere Menschen ;
- Analyse Sozialhilfe im Wallis.

Kultur

- Aufbau eines Observatoriums für Kulturförderung im Wallis.

Erziehung, Bildung und Jugend

- Teilnahme an der Umsetzung des Projektes Campus Valais Wallis ;
- Gesetz über die Primarschule :
 - teilweise Umsetzung frühestens ab dem Schuljahr 2015/2016 ;
 - Redaktion der Verordnung und des Anwendungsreglements ;
- Einführung der neuen Organisationsmodalitäten im Bereich der Logopädie auf kantonaler Ebene ;
- In Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen : Definition der Zielvereinbarung für die HES-SO (2017-2020) ;
- Umsetzung und Kontrolle der neuen Verordnungen über das Personal und die Finanzen der HES-SO Valais/Wallis ;
- Umsetzung der neuen Rahmenvereinbarung mit den Universitäten Lausanne und Genf betreffend das IUKB ;
- Umsetzung des Partnerschaftsabkommens zwischen dem Departement für Bildung und Sicherheit (DBS) und der Westschweizer Rehabilitationsklinik (CRR Suva) in allen Walliser Berufsfachschulen ;
- Analyse der Auswirkungen der neuen Verordnung über die Ausbildungsbeiträge zur gezielteren Gewährung der Hilfe (Stipendien und Darlehen) ;
- Hinweis an die Gemeinden, dass das Impulsprogramm des Bundes über Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung 2015 zu Ende geht ;
- Koordinierung des Walliser Jugendobservatoriums.

Sicherheit

- Abschluss des Bauprojektes für den Neubau der Strafanstalt Crêtelongue ;
- Totalrevision des Gesetzes über die Kantonspolizei und dessen Verordnung ;
- Lancierung einer Vorstudie zur Umwandlung der DSUS in eine öffentlich rechtliche Anstalt.

Wirtschaft

- Unterstützung der lokalen Akteure bei der Umsetzung der Tourismusstrukturanpassungen ;

- contribution à la réalisation du projet Campus Valais Wallis ;
- élaboration de la nouvelle convention-programme NPR 2016+ ;
- gestion du projet Valais/Wallis 2015, suivi des tâches confiées à des partenaires et soutien au comité de pilotage ;
- mise en oeuvre de la LEMC révisée en favorisant l'octroi des mesures de soutien à la prise d'emploi (allocations d'initiation au travail cantonales (AITc) et stages) comme mesures prioritaires dans la réinsertion professionnelle des personnes en fin de droits aux prestations LACI ;
- contribution à amortir les effets de l'initiative sur les résidences secondaires et de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire dans la branche de la construction ;
- participation active à la mise en oeuvre de l'initiative sur l'immigration de masse dans le but de défendre les intérêts des acteurs de l'économie de notre canton ;
- amélioration de la qualité des données du cadastre, du registre des vignes et des secteurs d'encépagement ;
- renforcement de l'image de l'Ecole d'agriculture du Valais dans ses trois piliers que sont la formation de base, la formation continue et les relations internationales.

Energie

- soutien à la planification énergétique territoriale au niveau des communes ;
- soutien juridique et procédurale aux projets d'utilisation des énergies renouvelables et défense d'une pesée des intérêts cantonaux au niveau de la nouvelle politique énergétique fédérale ;
- début du travail de révision de la loi cantonale sur l'énergie une fois la loi fédérale adoptée au Parlement fédéral ;
- consultation et débat concernant la modification de la loi cantonale sur l'utilisation des forces hydrauliques par le Grand Conseil.

Territoire

- projet partiel dt2020 : élaboration du projet de révision de la LcAT (2^e étape) et consultation publique ;
- projet partiel dt2020 : élaboration du projet de révision du plan directeur cantonal et consultation des communes, des associations de communes et des autres organismes ;
- mise à disposition d'une aide de travail et accompagnement des communes dans l'élaboration de plans directeurs intercommunaux ;
- poursuite de la réalisation du projet de scannérisation de toutes les pièces justificatives dans les registres fonciers ;
- contrôle de la cohérence entre le registre foncier et la mensuration officielle en mettant en place les mécanismes techniques adéquats ;
- adaptation et coordination des pratiques dans le cadre de la nouvelle législation ;

- Beitrag für die Realisierung des Projekts Campus Valais Wallis ;
- Ausarbeitung der neuen Programmvereinbarung NPR 2016+ ;
- Projektführung Valais/Wallis 2015, Kontrolle der Aufgaben, die an Dritte vergeben wurden, sowie Unterstützung des Steuerungsausschusses ;
- Umsetzung des revidierten BMAG durch Förderung von Unterstützungsmassnahmen zur Arbeitsaufnahme (kantonale Einarbeitungszuschüsse [kEAZ] und Praktika) als prioritäre Massnahmen hinsichtlich der beruflichen Wiedereingliederung von Personen, die keine AVIG-Leistungen mehr beziehen können ;
- Abfederung der Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative und der Revision des Raumplanungsgesetzes im Baugewerbe ;
- Aktive Beteiligung an der Umsetzung der Masseinwanderungsinitiative, um die Interessen der Wirtschaftsakteure unseres Kantons zu wahren ;
- Verbesserung der Datenqualität des Grundbuchs (Katasterdaten), des Rebregisters und der Sektoren nach Sorten ;
- Stärkung des Erscheinungsbildes der Walliser Landwirtschaftsschule in ihren drei Bereichen : Grundausbildung, Weiterbildung und Pflege der internationalen Beziehungen.

Energie

- Unterstützung der energetischen Raumplanung auf Gemeindeebene ;
- Juristische und verfahrensrechtliche Unterstützung von Projekten zur Nutzung erneuerbarer Energien und Verteidigung der kantonalen Interessenabwägungen in Bezug auf die neue eidgenössische Energiepolitik ;
- Beginn der Revisionsarbeiten des kantonalen Energiegesetzes, sobald das Bundesgesetz vom eidgenössischen Parlament angenommen ist ;
- Konsultation und politische Debatte zur Revision des kantonalen Gesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte durch den Grossen Rat.

Raumplanung

- Teilprojekt rp2020 : Erarbeitung des Entwurfs für die Revision des kRPG (2. Etappe) und öffentliche Vernehmlassung ;
- Teilprojekt rp2020 : Erarbeitung des Entwurfs für die Revision des kantonalen Richtplans und Vernehmlassung bei den Gemeinden, Gemeindeverbänden und anderen Organisationen ;
- Bereitstellung einer Arbeitshilfe und Unterstützung der Gemeinden bei der Ausarbeitung der Interkommunalen Richtpläne ;
- Weiterführung des Projekts zur Digitalisierung der Belege in den Grundbuchämtern ;
- Kontrolle der Kohärenz zwischen Grundbuch und amtlicher Vermessung mit geeigneten Hilfsmitteln ;
- Anpassung und Koordination der Praktiken im Rahmen der neuen Gesetzgebung ;

- poursuite des travaux préparatoires concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation du 5 octobre 2007.

Transports

- soutien par le biais du comité Lötschberg à l'exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon et poursuite de la planification de sa réalisation complète à double-voies ;
- études pour la réalisation anticipée de l'augmentation de la capacité sur l'axe ferroviaire du Simplon avec la mise en service de trains à deux étages.

Equipement

- construction par étapes de l'autoroute A9 entre Sierre-est et Viège-est dans le respect de la planification financière à long terme de la Confédération pour l'achèvement du réseau des routes nationales ;
- démarches pour l'intégration des routes cantonales concernées dans les réseaux fédéraux de base et complémentaire en cours de définition par la Confédération ;
- début des travaux du tunnel de contournement des Evouettes sur la H21bo St-Gingolph - Les Evouettes ;
- début des travaux de la déviation de Stalden sur la H212 Viège - Saas-Grund - Saas-Fee ;
- réalisation des mesures anticipées et prioritaires de la 3^e correction du Rhône sur la base du PA-R3 ;
- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis (infrastructures) ;
- Médiathèque Valais, Sion, transformation Arsenal : poursuite des travaux.

Environnement

- mesures d'influence des conditions-cadres pour permettre d'optimiser la gestion des forêts de protection et la filière bois ;
- application des objectifs de protection sur le plan cantonal, par type de dangers et par catégorie d'objets à protéger et finalisation des cartes de danger ;
- conservation et valorisation des paysages traditionnels et milieux naturels importants ; monitoring adéquat ;
- suivi de l'assainissement des sites contaminés de l'industrie chimique à Monthey et à Viège, de la zone d'habitation le long du canal Grossgrund, ainsi que des anciens sites de production d'aluminium à Steg et Chippis.

- Weiterführung der Vorarbeiten betreffend das Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über Geoinformation vom 5. Oktober 2007.

Verkehr

- Unterstützung des Lötschberg-Komitees betreffend den Betrieb der Eisenbahn-Alpentransversale Lötschberg-Simplon und die Weiterführung der Planung für den doppelspurigen Vollausbau ;
- Studien für eine vorgezogene Umsetzung der Kapazitätserhöhung der Simplon-Strecke zwischen Lausanne und Brig mit Inbetriebnahme von Doppelstockzügen.

Bau

- Etappenweiser Bau der Autobahn A9 zwischen Siders-Ost und Visp-Ost unter Einhaltung der langfristigen Finanzplanung des Bundes zur Fertigstellung des Nationalstrassennetzes ;
- Massnahmen zur Integration von Kantonsstrassen in das eidgenössische Basis- und Ergänzungsnetz, das gegenwärtig vom Bund definiert wird ;
- Beginn der Arbeiten des Tunnels der Umfahrung von Evouettes auf der H21bo St-Gingolph - Les Evouettes ;
- Beginn der Arbeiten der Umfahrung von Stalden auf der H212 Visp - Saas-Grund - Saas-Fee ;
- Realisierung der vorgezogenen und prioritären Massnahmen der 3. Rhonekorrektur anhand des GP-R3 ;
- Projekt «ständiges EPFL-Zentrum Valais Wallis» (Infrastrukturen) ;
- Mediathek Wallis in Sitten, Umbau des Zeughauses : Fortführung der Arbeiten.

Umwelt

- Messung der Auswirkungen der Rahmenbedingungen im Hinblick auf die Optimierung der Schutzwaldbewirtschaftung und der Holzwirtschaft ;
- Anwendung der Schutzziele auf kantonaler Ebene, nach Gefahrentyp und Schutzobjektkategorie sowie Fertigstellung der Gefahrenkarten ;
- Erhaltung und Aufwertung traditioneller Landschaften und wichtiger natürlicher Lebensräume ; angemessene Überwachung ;
- Begleitung der Altlastensanierung der chemischen Industrie in Monthey und in Visp, des Siedlungsgebiets entlang des Grossgrundkanals sowie der Standorte der ehemaligen Aluminiumproduktion in Steg und Chippis.

Données financières

Finanzdaten

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'134.6	3'153.6	3'167.1	13.5	Ertrag
Charges	3'188.2	3'148.2	3'141.8	-6.4	Aufwand
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement du découvert	-53.5	5.4	25.3	19.9	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Unterdeckung
Amortissement du découvert comptable	-	-	17.8	17.8	Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung
Excédent de revenus (+) / charges (-)	-53.5	5.4	7.4	2.0	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	520.0	480.0	609.1	129.1	Ausgaben
Recettes	318.2	293.5	420.1	126.6	Einnahmen
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-53.5	5.4	7.4	2.0	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	172.7	183.2	194.6	11.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement du découvert comptable	-	-	17.8	17.8	Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung
Marge d'autofinancement	119.1	188.6	219.9	31.3	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amortissements du découvert	-82.6	2.0	30.8	28.8	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Unterdeckung
Amortissement du découvert financier	-	-	27.5	27.5	Abschreibung der finanziellen Unterdeckung
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement	-82.6	2.0	3.3	1.2	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-)
Degré d'autofinancement	59.0%	101.1%	116.3%	15.2%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'994.8	2'939.6	2'910.3	-29.3	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'903.8	2'928.2	2'928.6	0.4	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	-91.0	-11.4	18.4	29.7	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	34.7	35.1	29.5	-5.6	Finanzaufwand
Revenus financiers	63.6	54.8	55.3	0.4	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	28.7	19.7	25.7	6.0	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	-62.3	8.4	44.1	35.7	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	10.6	40.8	110.6	69.8	Ausserordentlicher Aufwand
Revenus extraordinaires	19.4	37.8	73.9	36.1	Ausserordentlicher Ertrag
Résultat extraordinaire	8.8	-3.0	-36.7	-33.7	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-53.5	5.4	7.4	2.0	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Le budget 2015 présente des résultats positifs, après prise en compte de l'amortissement des découverts, avec un excédent de revenus de 7,4 mios et un excédent de financement de 3,3 mios.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,17 mrd et un total de charges de 3,14 mrd. Il clôture avec un excédent de revenus de 7,4 mios après prise en compte de l'amortissement pour 17,8 mios du découvert comptable 2013. Le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Avant prise en compte des amortissements du patrimoine administratif d'un montant de 194,6 mios et de l'amortissement du découvert comptable, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash flow) de 219,9 mios, en augmentation de 31,3 mios par rapport au budget 2014.

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 609,1 mios, couvertes à hauteur de 420,1 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 189,1 mios.

Les dépenses nettes d'investissements sont intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 3,3 mios après l'amortissement pour 27,5 mios du découvert financier 2013. Le degré d'autofinancement s'établit à 116,3%. Le frein à l'endettement est ainsi respecté.

Das Budget 2015 weist positive Ergebnisse aus und schliesst nach Verbuchung der Abschreibung der Unterdeckungen mit einem Ertragsüberschuss von 7,4 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 3,3 Mio.

Die Laufende Rechnung weist einen Gesamtertrag von 3,17 Mrd. Franken und einen Gesamtaufwand von 3,14 Mrd. aus. Nach Verbuchung der Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung 2013 in Höhe von 17,8 Mio. resultiert ein Ertragsüberschuss von 7,4 Mio. Franken. Die Ausgabenbremse wird somit eingehalten.

Vor Verbuchung der Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 194,6 Mio. Franken und der Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 219,9 Mio. und liegt damit 31,3 Mio. über dem Budget 2014.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 609,1 Mio. Franken und Einnahmen von 420,1 Mio. aus. Die Nettoinvestitionen belaufen sich somit auf 189,1 Mio.

Die Nettoinvestitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultiert ein Finanzierungsüberschuss von 3,3 Mio. Franken nach Abschreibung der finanziellen Unterdeckung 2013 mit einem Betrag von 27,5 Mio. Franken. Der Selbstfinanzierungsgrad liegt bei 116,3%. Die Schuldenbremse wird somit eingehalten.

L'excédent de financement et l'excédent de revenus permettent d'amortir le découvert financier et le découvert comptable du compte 2013 à raison d'un tiers.

Le budget 2015 prend en compte les impacts financiers des mesures prises par le décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1), décret soumis à référendum. Par ailleurs, il est construit compte tenu du projet de décret édicté pour mettre en place les mesures nécessaires au respect des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement au budget 2015. Ce projet de décret est soumis au Grand Conseil à la même session que le budget 2015.

Dès 2015, le compte du Canton du Valais ne comprend plus les comptes de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (ci-après HES-SO Valais/Wallis) qui devient un établissement autonome de droit public.

A l'instar des budgets précédents, le budget 2015 a été construit selon une méthode top-down (de haut en bas). Du fait de l'exigence du frein aux dépenses et du frein à l'endettement, la budgétisation débute par l'estimation des moyens financiers libres d'affectation, c'est-à-dire par l'estimation du montant maximum disponible librement pour exécuter les tâches publiques, sans créer un excédent de charges et/ou une insuffisance de financement. Le volume de ces moyens libres d'affectation détermine l'enveloppe maximale qui peut être répartie entre dépenses de fonctionnement et d'investissement. L'enveloppe pour les investissements a été fixée à un niveau élevé au budget 2015. Après la fixation des priorités du Conseil d'Etat, chaque Département reçoit une enveloppe de fonctionnement et une enveloppe d'investissement qu'il est chargé de répartir entre ses différents Services. Ces derniers établissent ensuite la budgétisation détaillée des mandats de prestations dans le respect des enveloppes reçues.

Les moyens financiers libres d'affectation 2015, constitués essentiellement de recettes fiscales et de parts aux recettes fédérales, représentent un montant supérieur au compte 2013 de 3,0% et au budget 2014 de 0,5%. L'enveloppe d'investissement avec 189,1 mio est supérieure à celle prévue lors de la planification financière 2014-2017 qui s'élevait à 178,3 mio. Quant à l'enveloppe de fonctionnement 2015, elle se monte à 649,1 mio (abstraction faite des prélèvements au fonds de financement des investissements), ce qui représente 5,3% de plus qu'au budget 2014 et 0,7% de plus que les montants correspondants 2013.

Durch den Finanzierungs- und Ertragsüberschuss können die finanzielle und die buchhalterische Unterdeckung der Rechnung 2013 um einen Drittel abgeschrieben werden.

Das Budget 2015 berücksichtigt die finanziellen Auswirkungen der Massnahmen aus dem Dekret über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1), das dem Referendum untersteht. Zudem wurde es unter Berücksichtigung des Dekretsentwurfs betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015 festgelegt. Dieser Dekretsentwurf wird dem Grossen Rat in der gleichen Session wie das Budget 2015 unterbreitet.

Ab 2015 ist die Rechnung der Fachhochschule Westschweiz Valais/Wallis (nachstehend HES-SO Valais/Wallis) nicht mehr in der Rechnung des Kantons Wallis enthalten, da diese eine autonome öffentlich-rechtliche Einrichtung wird.

Das Budget 2015 wurde wie schon die früheren Budgets nach einem Top-Down Ansatz (von oben nach unten) erstellt. Aufgrund der Ausgaben- und Schuldenbremse werden bei der Budgetierung zunächst die frei verfügbaren Mittel ermittelt, d.h., der geschätzte Maximalbetrag, der für die Ausführung der öffentlichen Aufgaben zur Verfügung steht, ohne einen Aufwandüberschuss und/oder einen Finanzierungsfehlbetrag zu generieren. Ausgehend von den frei verfügbaren Mitteln werden die maximalen Globalbudgets für die Laufende Rechnung und die Investitionen bestimmt. Das Globalbudget für Investitionen wurde im Budget 2015 hoch angesetzt. Nach Festlegung der Prioritäten des Staatsrates erhält jedes Departement sowohl für die Laufende Rechnung als auch für die Investitionen ein Globalbudget, das es unter seinen Dienststellen aufteilt. Die Dienststellen budgetieren anschliessend unter Berücksichtigung der zugeteilten Mittel die Leistungsaufträge im Detail.

Die frei verfügbaren Mittel 2015 - die im Wesentlichen aus Steuererträgen und Anteilen an Bundeserträgen bestehen - nehmen gegenüber der Rechnung 2013 um 3,0% und dem Budget 2014 um 0,5% zu. Das Globalbudget 2015 für Investitionen liegt mit 189,1 Mio. Franken über dem Globalbudget von 178,3 Mio. der Mehrjahresplanung 2014-2017. Das Globalbudget 2015 für die Laufende Rechnung beträgt 649,1 Mio. (ohne die Fondsentnahmen zur Finanzierung der Investitionen) und liegt damit 5,3% über dem Budget 2014 und 0,7% über den entsprechenden Beträgen 2013.

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	989.7	937.5	-52.2	-5.3%	32.2%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	223.8	222.5	-1.3	-0.6%	7.6%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	19.1	31.4	12.3	64.7%	1.1%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	142.3	138.1	-4.2	-3.0%	4.7%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	101.9	106.0	4.1	4.0%	3.6%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	96.9	123.3	26.4	27.3%	4.2%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'198.8	1'207.8	9.0	0.7%	41.5%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	127.4	129.7	2.3	1.8%	4.5%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	39.8	14.1	-25.7	-64.5%	0.5%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'939.6	2'910.3	-29.3	-1.0%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,91 mrd en diminution de 29,3 mios ou 1,0% par rapport au budget 2014.

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,91 Mrd. Franken und nimmt gegenüber dem Budget 2014 um 29,3 Mio. oder 1,0% ab.

Les charges de personnel, les biens, services et marchandises, les amortissements du patrimoine administratif et les attributions aux financements spéciaux, diminuent par rapport au budget 2014, alors que les autres charges d'exploitation augmentent. L'évolution de ces charges d'exploitation est explicitée dans la suite de ce chapitre.

Der Personalaufwand, der Sachaufwand, die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und die Einlagen in Spezialfinanzierungen gehen gegenüber dem Budget 2014 zurück, während die übrigen Aufwandsposten zunehmen. Die Entwicklung des betrieblichen Aufwands wird im weiteren Verlauf dieses Kapitels näher erläutert.

La structure des charges d'exploitation du budget 2015 est similaire à celle du budget 2014 avec la part la plus importante pour les subventions accordées (41,5%), puis les charges de personnel (32,2%). Par rapport au budget 2014, la part des subventions a augmenté de 0,7 point et celle des charges de personnel a diminué de 1,5 point.

Die Struktur des betrieblichen Aufwands des Budgets 2015 ist ähnlich wie im Budget 2014 : Den grössten Teil machen die eigenen Beiträge (41,5%) und der Personalaufwand (32,2%) aus. Im Vergleich zum Budget 2014 hat der Anteil der eigenen Beiträge um 0,7 Punkte zugenommen und jener des Personalaufwands um 1,5 Punkte abgenommen.

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 937,5 mios, en diminution de 52,2 mios ou 5,3% (voir annexe 1).

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 937,5 Mio. Franken, was einer Abnahme um 52,2 Mio. oder 5,3% entspricht (siehe Anhang 1).

Le projet de budget 2015 ne comprend plus les charges de personnel de la HES-SO Valais/Wallis dont le statut d'établissement autonome de droit public est effectif dès le 1^{er} janvier 2015.

Der Personalaufwand der HES-SO Valais/Wallis, die ab dem 1. Januar 2015 eine autonome öffentlich-rechtliche Einrichtung sein wird, ist im Budgetentwurf 2015 nicht mehr enthalten.

Abstraction faite de ce changement, les charges de personnel diminuent de 6,0 mios ou 0,6%.

Abgesehen von dieser Änderung nimmt der Personalaufwand um 6,0 Mio. oder 0,6% ab.

Aucun renchérissement n'est accordé en 2015, l'indice de référence (IPC de décembre) étant attendu à

Für 2015 wird kein Teuerungsausgleich gewährt, da der Referenzindex (LIK vom Dezember) unter

un niveau inférieur à 100. Cette mesure fait partie des mesures prises dans la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1).

Le Conseil d'Etat a décidé de renoncer à la création de nouveaux postes au sein de l'Etat. Pour les enseignants sont prises en compte les variations des postes d'enseignants liées à l'effectif des élèves, mais également les réductions ressortant des mesures prises dans la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1) initiées déjà à la rentrée scolaire 2014-2015.

A l'instar des années précédentes, les charges de personnel comprennent les augmentations individuelles réglementaires, ainsi que les frais de formation. Ces derniers sont calculés en pourcentage de la masse salariale, pour le personnel administratif. Le taux retenu au budget 2015 est de 0,4% (identique au budget 2014). A ce montant sont ajoutés les besoins spécifiques supplémentaires, par exemple les frais de formation de la Police ou du Service cantonal de l'informatique. Au total, les frais de formation pour le personnel administratif se montent à 3,4 mios (-0,3 mio).

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises se montent à 222,5 mios, soit 1,3 mio de moins qu'au budget 2014 ou 0,6%.

Par rapport au compte 2013, et sans l'influence de l'autonomisation de la HES-SO Valais/Wallis, les biens, services et marchandises augmentent de 2,5 mios ou 1,1% sur deux ans. Cette évolution montre la ferme volonté de contenir l'accroissement des dépenses.

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier de 31,4 mios sont supérieurs de 12,3 mios au budget 2014. Il s'agit des pertes sur débiteurs et des dotations aux provisions, principalement du secteur des impôts.

Le budget 2015 a été adapté aux chiffres réalisés au compte 2013 de 31,5 mios.

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif s'élèvent à 138,1 mios, soit une diminution de 4,2 mios par rapport au budget 2014.

Il s'agit des amortissements ordinaires qui sont calculés selon une pratique constante et en application des principes du modèle du compte harmonisé (MCH) (voir annexe 2).

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 106,0 mios, en augmentation de 4,1 mios ou 4,0% par rapport au budget 2014.

100 liegt. Diese Massnahme gehört zu den Massnahmen der ersten Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1).

Der Staatsrat hat beschlossen, auf die Schaffung neuer Stellen innerhalb des Kantons zu verzichten. Für die Lehrpersonen werden die Schwankungen der Lehrerstellen aufgrund der Schülerzahlen, aber auch die Reduzierungen infolge der Massnahmen aus der ersten Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1) berücksichtigt, die bereits für das Schuljahr 2014-2015 zur Anwendung kommen.

Wie schon in den Vorjahren enthält der Personalaufwand die reglementarischen individuellen Lohn-erhöhungen sowie die Ausbildungskosten. Für das Verwaltungspersonal werden die Ausbildungskosten prozentual zur Lohnsumme berechnet. Im Budget 2015 wird dafür ein Satz von 0,4% angewendet (gleich wie im Budget 2014). Zu diesem Betrag kommt der spezifische zusätzliche Bedarf hinzu, beispielsweise die Ausbildungskosten der Polizei oder der kantonalen Dienststelle für Informatik. Insgesamt belaufen sich die Ausbildungskosten für das Verwaltungspersonal auf 3,4 Mio. Franken (-0,3 Mio.).

Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 222,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Abnahme um 1,3 Mio. oder 0,6% entspricht.

Im Vergleich zur Rechnung 2013 und ohne die Auswirkungen der Eigenständigkeit der HES-SO Valais/Wallis nimmt der Sachaufwand um 2,5 Mio. oder 1,1% über zwei Jahre zu. Diese Entwicklung ist Ausdruck des Willens zur Eindämmung der Ausgabenzunahme.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens belaufen sich auf 31,4 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Zunahme um 12,3 Mio. entspricht. Es handelt sich um Debitorenverluste und Bildung von Wertberichtigungen, insbesondere im Steuerbereich.

Das Budget 2015 wurde an die realisierten Zahlen der Rechnung 2013 von 31,5 Mio. angepasst.

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 138,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 eine Abnahme um 4,2 Mio. darstellt.

Es handelt sich hierbei um ordentliche Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und nach den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells (HRM) richten (siehe Anhang 2).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 106,0 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Zunahme um 4,1 Mio. oder 4,0% entspricht.

L'augmentation par rapport au budget 2014 provient de la péréquation intercommunale. Les montants distribués aux communes au titre de la péréquation intercommunale se montent à 61,4 mios, en augmentation de 3,1 mios ou 5,4% par rapport au budget 2014. Ces montants sont versés à raison de 36,3 mios pour la péréquation des ressources, 18,3 mios pour la compensation des charges et 6,9 mios pour les cas de rigueur.

La péréquation intercommunale est financée par les contributions des communes à fort potentiel de ressources pour 24,4 mios (+1,5 mio). Le canton contribue pour 16,2 mios au titre de la péréquation verticale, ainsi qu'au financement intégral de la compensation des charges de 18,3 mios, ce qui représente au total un montant de 34,6 mios à charge du canton (+2,1 mios).

Les parts et contributions sans affectation comprennent par ailleurs le versement à la péréquation intercantonale pour les cas de rigueur (4,5 mios, identique à 2014), ainsi que la ristourne aux communes des deux tiers des impôts sur les gains immobiliers et de l'impôt sur les successions et donations (+1,3 mio).

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques représentent 123,3 mios soit 26,4 mios ou 27,3% de plus qu'au budget 2014.

La nouvelle loi sur les droits de mutations, entrée en vigueur en 2013, autorise les communes à prélever un impôt additionnel sur les mutations des immeubles situés sur leur territoire. Cet impôt est perçu par le canton et reversé aux communes. Cet impôt est estimé à 20 mios au budget 2015 et la ristourne y relative aux communes explique en grande partie l'augmentation entre les deux budgets.

Le reste de l'augmentation concerne les contributions de la formation tertiaire aux universités et à la HES-SO (85,9 mios, +4,2 mios).

Subventions accordées

L'Etat du Valais prévoit de verser 1,2 mrd au titre de subventions sans caractère d'investissement, en augmentation de 9,0 mios ou 0,7% par rapport au budget 2014.

Le Conseil d'Etat a chargé les Départements de prévoir, dans les mandats de prestations avec les institutions paraétatiques ou subventionnées, un blocage des effectifs et de la masse salariale 2015, tenant compte des augmentations individuelles ainsi que des conventions collectives existantes ou des dispositions légales analogues. Cette décision s'inscrit dans le cadre de sa décision de renoncer, vu le contexte budgétaire, à la création de nouveaux postes au sein de l'Etat du Valais.

Die Zunahme ist im Vergleich zum Budget 2014 auf den interkommunalen Finanzausgleich zurückzuführen, in dessen Rahmen 61,4 Mio. Franken verteilt werden, was 3,1 Mio. oder 5,4% mehr sind als im Budget 2014. Davon entfallen 36,3 Mio. auf den Ressourcenausgleich, 18,3 Mio. auf den Lastenausgleich und 6,9 Mio. auf die Härtefälle.

Der Anteil der ressourcenstarken Gemeinden am interkommunalen Finanzausgleich beträgt 24,4 Mio. Franken (+1,5 Mio.). Der Kanton zahlt 16,2 Mio. für den vertikalen Ausgleich und übernimmt den Gesamtbeitrag des Lastenausgleichs von 18,3 Mio., was insgesamt 34,6 Mio. (+2,1 Mio.) zulasten des Kantons ergibt.

Der Kantonsbeitrag an den Härteausgleich des interkantonalen Finanzausgleichs wird ebenfalls bei den Anteilen und Beiträgen ohne Zweckbindung verbucht (4,5 Mio., gleich wie 2014), ebenso die Rückerstattung von zwei Dritteln der Grundstückgewinnsteuern sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuern an die Gemeinden (+1,3 Mio.).

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 123,3 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Zunahme um 26,4 Mio. oder 27,3% entspricht.

Das 2013 in Kraft getretene neue Gesetz über die Handänderungssteuer ermöglicht den Gemeinden, eine zusätzliche Handänderungssteuer für die auf ihrem Gebiet gelegenen Grundstücke zu erheben. Diese Steuer wird vom Kanton erhoben und den Gemeinden zurückerstattet. Diese Steuer wird im Budget 2015 auf 20 Mio. geschätzt und die diesbezüglichen Rückvergütungen an die Gemeinden erklärt zu einem grossen Teil die Zunahme zwischen den beiden Budgets.

Der Rest der Zunahme betrifft die Beiträge an die tertiäre Bildung an die Universitäten und die HES-SO (85,9 Mio., +4,2 Mio.).

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis rechnet mit 1,2 Mrd. Franken für Beiträge ohne Investitionscharakter, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Zunahme um 9,0 Mio. oder 0,7% entspricht.

Der Staatsrat hat die Departemente beauftragt, bei den Leistungsaufträgen der halbstaatlichen oder subventionierten Institutionen einen Personalstopp und ein Einfrieren der Lohnsumme 2015 vorzusehen, unter Berücksichtigung der individuellen Lohnerhöhungen sowie der bestehenden Gesamtarbeitsverträge oder ähnlichen gesetzlichen Vorschriften. Dieser Beschluss fügt sich in den Rahmen seiner Entscheidung, angesichts der angespannten Haushaltssituation, auf die Schaffung neuer Stellen innerhalb des Kantons Wallis zu verzichten.

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

- Enseignement et formation (+42,4 mios ou 33,8%) : la HES-SO Valais/Wallis est un établissement autonome de droit public dès 2015. Dans le compte de l'Etat, la consolidation de ses comptes est remplacée par une subvention de 54,6 mios pour 2015.
- Santé (-48,8 mios ou -8,1%) : l'impact financier de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 de la loi sur les soins de longue durée est une réduction des coûts de 24,8 mios. La baisse provient également des mesures concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015. Les subventions en faveur des assurés économiquement modestes des caisses-maladie de 156,3 mios sont réduites de 29,0 mios par rapport au budget 2014.
- Prévoyance sociale (+16,3 mios ou 5,4%) : pour les assurances sociales, l'augmentation de 0,6 mio est limitée par la mesure prévue d'augmenter la proportion de la fortune à prendre en compte dans le calcul des prestations complémentaires dans les homes, ce qui conduit à une économie d'environ 3,2 mios. Les subventions de l'action sociale prennent en compte l'impact financier de la loi sur les soins de longue durée sur les subventions aux CMS (+1,7 mio). Pour l'aide sociale, le budget 2015 a été fixé sur la base du compte 2013. Globalement, avec 177,6 mios, les subventions de l'action sociale représentent un accroissement de 2,5% sur une durée de deux ans. Le budget de l'aide à la jeunesse (+0,5 mio) considère l'augmentation des places d'accueil de la petite enfance.
- Trafic (-2,5 mios ou -4,3%) : le budget diminue par rapport à 2014. Il représente toutefois un accroissement de 3,7% par rapport au compte 2013.
- Economie publique (+5,8 mios ou 13,5%) : le budget 2015 de la promotion touristique et économique comprend les subventions de 8,3 mios pour le bicentenaire de l'entrée du Valais dans la Confédération. Ces subventions sont compensées par une participation de 7,9 mios de la Loterie Romande. Les autres subventions pour la promotion diminuent de 1,7 mio par rapport au budget 2014, dont 1,1 mio lié à l'adaptation de la convention-programme NPR. En ce qui concerne les forces hydrauliques, le budget 2015 diminue de 0,8 mio en application du décret sur la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1) qui prévoit la réduction du rabais industriel.

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées augmentent de 2,3 mios à 129,7 mios (+1,8%). L'ensemble de ces

Die Aufteilung der eigenen Beiträge nach Bereichen befindet sich in Anhang 3.

- Bildung (+42,4 Mio. oder 33,8%): Die HES-SO Valais/Wallis ist ab 2015 eine autonome öffentlich-rechtliche Einrichtung. In der Staatsrechnung 2015 wird die Konsolidierung ihrer Buchhaltung durch Beiträge in Höhe von 54,6 Mio. Franken ersetzt.
- Gesundheit (-48,8 Mio. oder -8,1%): Das Inkrafttreten des Gesetzes über die Langzeitpflege am 1. Januar 2015 führt zu einer Kostensenkung um 24,8 Mio. Franken. Diese Senkung resultiert ebenfalls aus den Massnahmen betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015. Die Krankenversicherungsbeiträge für Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen in Höhe von 156,3 Mio. werden im Vergleich zum Budget 2014 um 29,0 Mio. verringert.
- Soziale Wohlfahrt (+16,3 Mio. oder 5,4%): Für die Sozialversicherungen ist die Zunahme auf 0,6 Mio. begrenzt. Dies aufgrund der Massnahme der Erhöhung der anrechenbaren Vermögensanteile für die Berechnung der Ergänzungsleistungen in den Heimen, die zu einer Einsparung von rund 3,2 Mio. führt. Die Subventionen im Bereich des Sozialwesens berücksichtigen die finanzielle Auswirkung des Gesetzes über die Langzeitpflege betreffend die Subventionierung der SMZ (+1,7 Mio.). Für die Sozialhilfe wurde das Budget 2015 auf der Grundlage der Rechnung 2013 erstellt. Allgemein machen die Subventionen im Bereich des Sozialwesens mit 177,6 Mio. eine Zunahme um 2,5% über zwei Jahre aus. Das Budget der Jugendhilfe (+0,5 Mio.) berücksichtigt die Zunahme der Kleinkinderbetreuungsplätze.
- Verkehr (-2,5 Mio. oder -4,3%): Das Budget verringert sich im Vergleich zu 2014. Im Vergleich zur Rechnung 2013 nimmt es allerdings um 3,7% zu.
- Volkswirtschaft (+5,8 Mio. oder 13,5%): Das Budget 2015 der Wirtschafts- und Tourismusförderung umfasst die Subventionen von 8,3 Mio. Franken für das 200-Jahr-Jubiläum des Beitritts des Wallis zur Eidgenossenschaft. Diese Subventionen werden durch eine Beteiligung der Lotterie Romande in Höhe von 7,9 Mio. kompensiert. Die anderen Subventionen für die Förderung nehmen im Vergleich zum Budget 2014 um 1,7 Mio. ab; 1,1 Mio. davon im Zusammenhang mit der Anpassung der Programmvereinbarung NRP. Was die Wasserkraft anbelangt, nimmt das Budget 2015 um 0,8 Mio. ab. Dies in Anwendung des Dekrets über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1), das die Herabsetzung des Industrierabatts vorsieht.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge nehmen um 2,3 Mio. Franken zu und belaufen sich auf 129,7 Mio. (+1,8%).

subventions ne sont dans les faits que des transferts. Les fonds proviennent de la Confédération ou des cantons. Ils sont destinés pour le 90% aux paiements directs à l'agriculture (117,0 mios, +3,0 mios). Les autres subventions concernent principalement la formation tertiaire, la jeunesse et le sport.

Attributions aux fonds spéciaux de financement

Les attributions aux fonds spéciaux de financement de 14,1 mios sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements), y compris les attributions et prélèvements extraordinaires. Cette variation nette conduit à une diminution des fonds réservés de 10,4 mios au budget 2015.

Dans le domaine de l'économie publique, l'affectation des redevances et de l'impôt sur les forces hydrauliques au fonds de préfinancement des FMV et au fonds de rachat d'aménagements hydro-électriques n'a pas lieu au budget 2015, en application du décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1).

La plus forte variation par rapport au budget 2014 concerne les autres financements qui sont présentés dans le chapitre concernant les charges et revenus extraordinaires.

Es handelt sich um Beträge, die vom Bund oder von den Kantonen stammen und lediglich weiterverteilt werden. 90% sind Direktzahlungen an die Landwirtschaft (117,0 Mio., +3,0 Mio.). Die anderen Beiträge betreffen hauptsächlich die tertiäre Bildung, die Jugend und den Sport.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die Einlagen in Spezialfinanzierungen in Höhe von 14,1 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen.

In Anhang 4 werden die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen) aufgezeigt, einschliesslich ausserordentlicher Einlagen und Entnahmen. Insgesamt nehmen die Fondsbestände im Budget 2015 um 10,4 Mio. Franken ab.

Im Bereich der Volkswirtschaft erfolgt die Einlage der Wasserzinsen und Wasserkraftsteuern in den Vorfinanzierungsfonds FMV und den Fonds zum Rückkauf von Wasserkraftanlagen nicht im Budget 2015. Dies in Anwendung des Dekrets über die erste Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1).

Die wichtigste Veränderung im Vergleich zum Budget 2014 betreffend die anderen Spezialfinanzierungsfonds werden im Kapitel «ausserordentlicher Aufwand und Ertrag» erläutert.

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'221.6	1'220.2	-1.4	-0.1%	41.7%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	69.6	48.5	-21.1	-30.3%	1.7%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	205.4	199.5	-5.9	-2.9%	6.8%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	683.9	717.9	34.0	5.0%	24.5%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	120.0	121.6	1.7	1.4%	4.2%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	477.7	468.0	-9.7	-2.0%	16.0%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	127.4	129.7	2.3	1.8%	4.4%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	22.7	23.2	0.4	2.0%	0.8%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'928.2	2'928.6	0.4	0.0%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,93 mrds, en augmentation de 0,4 mio par rapport au budget 2014.

Plus de 82% du budget des revenus d'exploitation sont constitués par les 3 catégories suivantes, à savoir : les impôts (41,7%), les parts aux recettes et contributions sans affectation (24,5%) et les subventions acquises (16,0%). Par rapport au budget précédent, les impôts et les subventions voient leur poids diminuer, tandis que les parts recettes et contributions sans affectation augmentent.

Au niveau des écarts par rapport au budget 2014, les principales variations, décrites ci-après, sont constatées au niveau des patentes et concessions (-21,1 mios), des parts aux recettes et contributions sans affectation (+34,0 mios) et des subventions acquises (-9,7 mios).

Impôts

Les recettes fiscales ne s'inscrivent qu'en légère baisse par rapport au budget précédent (-1,4 mio ou -0,1%) (voir annexe 4).

Toutefois, cette diminution est fortement atténuée par la hausse des droits de mutations et de timbre. En effet, la nouvelle loi sur les droits de mutations autorise les communes à prélever un impôt additionnel sur les mutations des immeubles situés sur leur territoire. Une recette supplémentaire de 20,0 mios a donc été budgétée pour l'encaissement de cet impôt additionnel communal, de même que la ristourne y relative aux communes.

Indépendamment de cet élément particulier, les autres impôts évoluent donc en baisse de 21,4 mios

¹ FHG, Art. 9

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 2,93 Mrd. Franken und liegt um 0,4 Mio. über dem Budget 2014.

Mehr als 82% des budgetierten betrieblichen Ertrags setzen sich aus den folgenden drei Kategorien zusammen : Steuern (41,7%), Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (24,5%) und Beiträge für die eigene Rechnung (16,0%). Im Vergleich zum Vorjahresbudget nehmen die Steuern und die Beiträge ab, während die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung ansteigen.

Die grössten Abweichungen zum Budget 2014, die nachfolgend erläutert werden, betreffen die Patente und Konzessionen (-21,1 Mio.), die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (+34,0 Mio.) und die Beiträge für die eigene Rechnung (-9,7 Mio.).

Steuern

Die Steuereinnahmen nehmen im Vergleich zum Vorjahresbudget leicht ab (-1,4 Mio. oder -0,1%) (siehe Anhang 4).

Diese Abnahme wird jedoch durch die Erhöhung der Handänderungssteuer und Stempelabgaben stark abgeschwächt. Das neue Gesetz über die Handänderungssteuer ermöglicht den Gemeinden nämlich, eine zusätzliche Handänderungssteuer für die auf ihrem Gebiet gelegenen Grundstücke zu erheben. Daher wurde für die Erhebung dieser zusätzlichen Gemeindesteuer eine zusätzliche Einnahme von 20,0 Mio. budgetiert, ebenso wie die diesbezüglichen Rückvergütungen an die Gemeinden.

Unabhängig von dieser Besonderheit nehmen die anderen Steuern um 21,4 Mio. oder 1,8% ab. Die

ou 1,8%. Le principal écart négatif se retrouve comme attendu au niveau de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques (-36,3 mio. ou -4,5%), lequel a été revu à la baisse suite aux résultats du compte 2013. De même, les impôts sur les personnes morales (bénéfice et capital) reculent de 2,7 mio. ou 2,1%. Ces deux types de recettes, représentant près de 74% de l'ensemble des impôts, tiennent compte du projet de décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015.

Quant aux impôts sur les véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense, ils augmentent de 7,1 mio. ou 11,5% en raison de la hausse du parc des véhicules et de l'augmentation globale de l'impôt sur les véhicules automobiles de 10%.

Enfin, l'augmentation prévue du taux de la redevance hydraulique de 100.-/kW à 110.-/kW à compter du 1^{er} janvier 2015 permet une croissance de l'impôt spécial sur les forces hydrauliques de 7,5 mio.

Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 48,5 mio., en diminution de 21,1 mio. ou 30,3% par rapport au budget 2014.

Cette baisse s'explique essentiellement par la suspension de la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS). En effet, bien que la convention du 21 novembre 2011 signée entre le Département fédéral des finances (DFF) et la BNS, valable pour les exercices 2011 à 2015 de la Banque nationale, prévoit la distribution d'un montant de 1 mrd de francs à la Confédération (1/3) et aux cantons (2/3), les résultats 2013 de la BNS, largement déficitaires, ont entraîné la réserve pour distributions futures dans les chiffres négatifs. En conséquence, le Valais ne touchera aucune recette en 2014 alors qu'un montant de 26,5 mio. était budgété. Afin d'éviter que cette situation ne se répète en 2015 et suivant le principe de prudence, le projet de budget n'enregistre aucune recette au titre de la part cantonale au bénéfice de la BNS.

Cette diminution est partiellement compensée par des recettes plus élevées au Service de l'énergie et des forces hydrauliques. Elles résultent d'une part de l'augmentation du taux de la redevance à compter du 1^{er} janvier 2015 (+0,8 mio.), et, d'autre part, de la taxe initiale liée à la vente de l'aménagement Susten-Chippis-Rhône (4,6 mio.).

Contributions

Les contributions sont estimées à 199,5 mio. au budget 2015, en diminution de 5,9 mio. ou 2,9% par rapport au budget 2014.

Toutefois, cette évolution est fortement influencée par le changement de statut de la HES-SO Valais/Wallis dès 2015. En effet, cette dernière, devenant un

grösste negative Abweichung findet sich wie erwartet auf Ebene der Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen (-36,3 Mio. oder -4,5%), die infolge der Ergebnisse der Rechnung 2013 nach unten revidiert wurde. Ebenso nehmen die Gewinn- und Kapitalsteuern der juristischen Personen um 2,7 Mio. oder 2,1% ab. Diese beiden Arten von Einnahmen, die fast 74% der gesamten Steuererträge ausmachen, berücksichtigen den Dekretsentwurf betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015.

Was die Fahrzeug- und Schiffssteuern und andere Besitz- und Aufwandsteuern anbelangt, nehmen diese aufgrund der zunehmenden Anzahl Fahrzeuge und der allgemeinen Erhöhung der Motorfahrzeugsteuer (10%) um 7,1 Mio. oder 11,5% zu.

Die ab dem 1. Januar 2015 vorgesehene Erhöhung der Wasserzinsen von 100.-/kW auf 110.-/kW ermöglicht eine Zunahme der besonderen Wasserkraftsteuer um 7,5 Mio.

Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 48,5 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Abnahme um 21,1 Mio. oder 30,3% entspricht.

Diese Abnahme lässt sich hauptsächlich durch das Ausbleiben der Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB) erklären. Obschon die Vereinbarung vom 21. November 2011 zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) und der SNB, die für die Geschäftsjahre 2011 bis 2015 der Nationalbank gültig ist und die Ausschüttung eines Betrags in Höhe von 1 Mrd. Franken an den Bund (1/3) und an die Kantone (2/3) vorsieht, haben die weitgehend defizitären Ergebnisse 2013 der SNB zu einer negativen Ausschüttungsreserve geführt. Folglich wird das Wallis 2014 keine diesbezügliche Einnahme erzielen, obschon 26,5 Mio. budgetiert wurden. Gemäss dem Vorsichtsprinzip und damit sich diese Situation 2015 nicht wiederholt, sieht der Budgetentwurf keine Einnahme aus dem kantonalen Anteil am Reingewinn der SNB vor.

Diese Abnahme wird teilweise durch höhere Einnahmen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft kompensiert. Sie ergeben sich einerseits durch die Erhöhung der Wasserzinsen ab dem 1. Januar 2015 (+0,8 Mio.) und andererseits durch die Anfangsgebühr im Zusammenhang mit dem Verkauf des Wasserkraftwerks Susten-Chippis-Rhône (4,6 Mio.).

Entgelte

Die Entgelte sind 2015 mit 199,5 Mio. Franken budgetiert, was gegenüber dem Budget 2014 einer Verringerung um 5,9 Mio. oder 2,9% entspricht.

Diese Entwicklung wird allerdings stark durch die Änderung der Rechtsform der HES-SO Valais/Wallis ab 2015 beeinflusst. Diese wird ab dem 1. Januar 2015

établissement autonome de droit public au 1^{er} janvier 2015, enregistre encore des contributions pour un montant de 12,3 mio au budget 2014. Par conséquent, sans considérer ce cas particulier, les contributions s'inscrivent globalement en hausse de 6,4 mio ou 3,3% au budget 2015.

Cet écart se justifie avant tout par l'augmentation des émoluments administratifs (+2,6 mio ou 3,1%). Cette variation ressort notamment de la mesure adoptée dans le cadre de la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1), à savoir l'adaptation des limites fixées dans la loi sur les tarifs.

Toujours sans considérer la HES-SO Valais/Wallis, les dédommagements de tiers atteignent 43,7 mio, soit 1,7 mio ou 4,1% de plus qu'au budget 2014. Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des participations des caisses-maladie aux frais médicaux des requérants d'asile (+0,6 mio), ainsi que par d'autres variations mineures.

Parts à des recettes / contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 717,9 mio, ce qui correspond à une hausse de 34,0 mio (+5,0%) par rapport au budget 2014 (voir annexe 6). Après les impôts, cette catégorie de revenus est la 2^e la plus importante.

Après avoir quasiment stagné au budget 2013 puis marqué un net recul au budget 2014, la péréquation des ressources versée au canton du Valais repart en forte hausse au budget 2015 (+46,3 mio ou 10,4%). En revanche, les données communiquées par la Confédération en juillet 2014 ne prévoient pas de variation pour les recettes perçues par notre canton au titre de la compensation des charges géo-topographiques, lesquelles devraient s'établir à un montant similaire au budget 2014, à savoir 74,2 mio.

Les autres parts à des recettes et contributions sans affectation, qui représentent au total 153,7 mio, sont en diminution de 12,3 mio par rapport au budget précédent. Les prévisions de la part du Valais à l'impôt fédéral direct expliquent en grande partie cet écart, cette recette s'inscrivant en baisse de 11,6 mio (ou -16,0%) en comparaison avec le budget 2014. Enfin, la part du canton au produit des impôts sur les huiles minérales et à l'impôt anticipé diminue de 0,6 mio, respectivement de 0,9 mio, alors que la part à la RPLP augmente de 0,8 mio. L'annexe 7 précise la répartition des recettes RPLP entre les différents Services.

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques s'établissent à 121,6 mio, soit 1,7 mio (ou 1,4%) de plus qu'au budget 2014.

Ils proviennent pour l'essentiel des cantons (50,1%), mais également de la Confédération (27,6%) et des communes (22,3%).

eine autonome öffentlich-rechtliche Einrichtung sein und verbucht noch Entgelte in Höhe von 12,3 Mio. im Budget 2014. Ohne diesen besonderen Fall zu berücksichtigen, nehmen die Entgelte im Budget 2015 um 6,4 Mio. oder 3,3% zu.

Diese Differenz lässt sich vor allem durch die Erhöhung der Gebühren für Verwaltungskosten erklären (+2,6 Mio. oder 3,1%). Diese Abweichung ergibt sich namentlich aus der im Rahmen der ersten Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1) angenommenen Massnahme, namentlich die Annahme der festgelegten Limiten im GTar.

Noch immer ohne Berücksichtigung der HES-SO Valais/Wallis erreichen die Rückerstattungen Dritter 43,7 Mio., d.h., 1,7 Mio. oder 4,1% mehr als im Budget 2014. Diese Zunahme lässt sich namentlich durch die Erhöhung der Beteiligung der Krankenkassen an den medizinischen Kosten der Asylsuchenden (+0,6 Mio.) sowie durch andere kleinere Abweichungen erklären.

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 717,9 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Zunahme um 34,0 Mio. (+5,0%) entspricht (siehe Anhang 6). Nach den Steuern ist diese Kategorie die zweitgrösste.

Nachdem der Ressourcenausgleich im Budget 2013 fast stagnierte und im Budget 2014 deutlich abgenommen hat, nimmt der Betrag zugunsten des Kantons Wallis im Budget 2015 stark zu (+46,3 Mio. oder 10,4%). Die vom Bund im Juli 2014 kommunizierten Daten sehen im Gegenzug keine Veränderung der von unserem Kanton für den geografisch-topografischen Lastenausgleich erhaltenen Einnahmen vor, die dem Betrag im Budget 2014 ähnlich sein dürften, nämlich 74,2 Mio. Franken.

Die anderen Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen insgesamt 153,7 Mio., was im Vergleich zum Budget 2014 einer Abnahme um 12,3 Mio. entspricht. Diese Abnahme lässt sich grösstenteils durch den erwarteten Kantonsanteil an den direkten Bundessteuern erklären. Im Vergleich zum Vorjahresbudget nimmt dieser um 11,6 Mio. (oder -16,0%) ab. Der Kantonsanteil an der Mineralölsteuer und an der Verrechnungssteuer nimmt um 0,6 Mio. bzw. um 0,9 Mio. ab, während der Anteil an der LSVA um 0,8 Mio. zunimmt. Die Aufteilung der Einnahmen der LSVA auf die verschiedenen Dienststellen geht aus Anhang 7 hervor.

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 121,6 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Zunahme um 1,7 Mio. oder 1,4% entspricht.

Sie stammen hauptsächlich von den Kantonen (50,1%), aber auch vom Bund (27,6%) und den Gemeinden (22,3%).

Les dédommagements de la Confédération évoluent peu par rapport au budget précédent (-0,1 mio ou -0,3%) et s'établissent à 33,6 mios. Relevons toutefois que les contributions fédérales dans le domaine de l'asile s'inscrivent en légère baisse (-0,5 mio ou -2,3%), alors que les dédommagements pour le franc du paysage au Service de l'énergie et des forces hydrauliques augmentent de 0,2 mio, en lien avec l'augmentation prévue du taux de la redevance de 100.-/kW à 110.-/kW.

Les dédommagements des communes s'élèvent à 27,1 mios, en augmentation de 1,4 mio ou 5,6%. Cette évolution se justifie en premier lieu par l'augmentation des recettes communales liées aux frais d'aide sociale (+2,4 mios) et ce, malgré le changement de taux de répartition des frais selon la loi sur l'harmonisation (70% canton / 30% communes au lieu de 63% canton / 37% communes). De surcroît, des commissions de perception pour un montant de 0,4 mio sont budgétées aux Registres fonciers pour l'encaissement de l'impôt additionnel communal en lien avec la nouvelle loi sur les droits de mutations. En revanche, les dédommagements communaux perçus jusqu'à maintenant pour la HES-SO Valais/Wallis, lesquels représentaient 0,6 mio au budget 2014, disparaissent des comptes du canton à partir du 1^{er} janvier 2015.

Les dédommagements des cantons sont constitués pour la majeure partie des dédommagements pour les hautes écoles (52,8 mios), destinés à la HES-SO Valais/Wallis pour 49,8 mios, à l'ECAV pour 2,7 mios, et à la HEP pour 0,2 mio. Ces valeurs sont en ligne avec les montants inscrits au budget 2014. Les autres dédommagements des cantons de 8,2 mios sont destinés pour l'essentiel aux frais de détention (6,4 mios). Ces derniers s'inscrivent en hausse de 0,4 mio par rapport au budget précédent en raison de l'augmentation générale des tarifs de détention.

Subventions acquises

Les subventions acquises se montent à 468,0 mios, soit 9,7 mios ou 2,0% de moins qu'au budget 2014 (voir annexe 8).

Contrairement au budget 2014, le budget 2015 intègre l'ensemble des dispositions RPT II-VS, y compris la loi sur les soins de longue durée. Cette nouvelle base de calcul (participation communale de 30% au lieu de 37%) a pour implication directe de réduire notamment les subventions acquises des communes dans le domaine de l'action sociale, lesquelles s'établissent à 31,9 mios au budget 2015, soit 7,5 mios de moins qu'au budget précédent. Le constat est similaire du côté des subventions du domaine des assurances sociales (prestations complémentaires AVS et AI, allocations familiales aux non actifs), pour lesquelles les communes voient leur participation réduite de

Die Rückerstattungen des Bundes verändern sich nur wenig im Vergleich zum Vorjahresbudget (-0,1 Mio. oder -0,3%) und erreichen 33,6 Mio. Franken. Es sei allerdings darauf hingewiesen, dass die Bundesbeiträge im Asylwesen leicht abnehmen (-0,5 Mio. oder -2,3%), während die Rückerstattungen für den Landschaftsfranken an die Dienststelle für Energie und Wasserkraft um 0,2 Mio. zunehmen, in Verbindung mit der vorgesehenen Zunahme der Wasserzinsen von 100.-/kW auf 110.-/kW.

Die Rückerstattungen der Gemeinden belaufen sich auf 27,1 Mio., was einer Zunahme um 1,4 Mio. oder 5,6% entspricht. Diese Entwicklung ist in erster Linie auf die Erhöhung der Gemeindefinnahmen im Zusammenhang mit den Sozialhilfeleistungen (+2,4 Mio.) zurückzuführen und das trotz der Änderung der Kostenaufteilung gemäss Gesetz über die Harmonisierung (70% Kanton / 30% Gemeinden, statt 63% Kanton / 37% Gemeinden). Zudem werden bei den Grundbuchämtern Bezugsprovisionen für 0,4 Mio. Franken für die Erhebung der zusätzlichen Handänderungssteuer der Gemeinden im Zusammenhang mit dem neuen Gesetz über die Handänderungssteuer budgetiert. Im Gegenzug verschwinden die bislang für die HES-SO Valais/Wallis erhobenen Rückerstattungen der Gemeinden, die im Budget 2014 noch 0,6 Mio. ausmachten ab dem 1. Januar 2015 aus der Rechnung des Kantons.

Die Entschädigungen der Kantone setzen sich hauptsächlich aus den Rückerstattungen der Fachhochschulen (52,8 Mio.) zusammen, die für die HES-SO Valais/Wallis (49,8 Mio.), die Schule für Gestaltung Wallis (2,7 Mio.) und die PH (0,2 Mio.) bestimmt sind. Diese Beträge decken sich mit jenen aus dem Budget 2014. Die anderen Rückerstattungen der Kantone von 8,2 Mio. hängen vor allem mit den Kosten für die Strafanstalten zusammen (6,4 Mio.). Diese Letzteren nehmen aufgrund der allgemeinen Erhöhung der Strafvollzugskosten im Vergleich zum Vorjahresbudget um 0,4 Mio. Franken zu.

Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 468,0 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Abnahme um 9,7 Mio. oder 2,0% entspricht (siehe Anhang 8).

Im Gegensatz zum Budget 2014 berücksichtigt das Budget 2015 sämtliche Bestimmungen der NFA II-VS, einschliesslich jener des Gesetzes über die Langzeitpflege. Durch die neue Berechnungsgrundlage (Beteiligung der Gemeinden von 30% statt 37%) nehmen die Beiträge für die eigene Rechnung der Gemeinden im Sozialbereich gegenüber dem Vorjahresbudget um 7,5 Mio. Franken ab und belaufen sich im Budget 2015 auf 31,9 Mio. In Sachen Beiträge im Bereich der Sozialversicherungen (AHV/IV-Ergänzungsleistungen, Familienzulagen für nicht Berufstätige), verhält es sich ähnlich: Die Beteiligung der Gemeinden nimmt um 3,6 Mio. ab. Global gesehen nehmen die Beiträge

3,6 mios. Globalement, les subventions acquises des communes reculent de 13,0 mios ou 5,4% par rapport au budget 2014.

Les subventions acquises de la Confédération diminuent quant à elles de 1,8 mio, car, si les recettes fédérales pour la réduction des primes d'assurance-maladie augmentent de 3,7 mios à 92,9 mios, la majorité des autres domaines présentent une diminution des subventions fédérales. Relevons notamment la baisse observée pour les routes nationales (-1,4 mio ou -13,8%) et pour la HES-SO Valais/Wallis (-2,8 mios), laquelle devient dès 2015 un établissement autonome de droit public.

Enfin, si les subventions acquises auprès des cantons et des propres établissements diminuent au total de 1,9 mio, les autres subventions s'inscrivent en forte hausse (+7,0 mios ou 60,1%). Ceci s'explique avant tout par le montant octroyé par la Loterie Romande pour les événements du bicentenaire, à savoir 7,9 mios.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer s'élèvent à 129,7 mios, en augmentation de 2,3 mios ou 1,8% par rapport au budget 2014. Cet écart tient essentiellement à l'augmentation de la contribution de la Confédération concernant les paiements directs (+3,0 mios ou 2,6%).

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent pour l'essentiel de la Confédération (124,3 mios), notamment pour les paiements directs dans l'agriculture. Dans le domaine de la formation tertiaire, les cantons versent également des subventions à redistribuer pour un montant total de 5,4 mios.

Prélèvements sur les fonds de financement spécial

Les prélèvements sur les fonds spéciaux de financement de 23,2 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 de la LGCAF. L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements).

Comme variations importantes, on note notamment :

- aucun prélèvement au fonds de fusion des communes, contre 1,4 mio au budget 2014 ;
- la fin du prélèvement au fonds de rachat des aménagements hydro-électriques pour l'achat d'une part du droit de retour sur l'aménagement de Pallazuit (-1,3 mio) ;
- aucun prélèvement au fonds d'aide à l'investissement, contre 1,0 mio au budget précédent.

Les autres prélèvements, et notamment ceux au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle, sont présentés en tant que revenus extraordinaires ci-après.

für die eigene Rechnung der Gemeinden im Vergleich zum Vorjahresbudget um 13,0 Mio. oder 5,4% ab.

Die Bundesbeiträge für die eigene Rechnung nehmen um 1,8 Mio. ab, da es in den meisten anderen Bereichen eine Verringerung der Bundesbeiträge gibt, wenn die vom Bund stammenden Einnahmen für die Verbilligung der Krankenkassenprämien um 3,7 Mio. auf 92,9 Mio. zunehmen. Es sei namentlich auf die beobachtete Verringerung für die Nationalstrassen (-1,4 Mio. oder -13,8%) und für die HES-SO Valais/Wallis (-2,8 Mio.), die ab 2015 eine autonome öffentlich-rechtliche Einrichtung sein wird, hingewiesen.

Während die Beiträge für die eigene Rechnung der Kantone und der eigenen Einrichtungen insgesamt um 1,9 Mio. abnehmen, gibt es bei den anderen Beiträgen eine starke Zunahme zu verzeichnen (+7,0 Mio. oder 60,1%). Das lässt sich vor allem durch den Beitrag der Loterie Romande für das 200-Jahr-Jubiläum in Höhe von 7,9 Mio. Franken erklären.

Durchlaufende Beiträge

Die Durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 129,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Zunahme um 2,3 Mio. oder 1,8% entspricht. Diese Abweichung ist vor allem auf die Erhöhung der Bundesbeiträge bei den Direktzahlungen zurückzuführen (+3,0 Mio. oder 2,6%).

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. Sie stammen zum grössten Teil vom Bund (124,3 Mio.), vor allem für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft. Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls Durchlaufende Beiträge in Höhe von 5,4 Mio. Franken.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 23,2 Mio. Franken werden unter Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die gemäss Art. 9 FHG für die jeweiligen Fonds gelten. Anhang 4 zeigt die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen).

Die grössten Veränderungen betreffen :

- keine Entnahme aus dem Fonds für Gemeindefusionen gegenüber 1,4 Mio. im Budget 2014 ;
- Aufhebung der Entnahme aus dem Fonds zum Erwerb von Wasserkraftanlagen für den Erwerb eines Teils des Heimfallrechts der Wasserkraftanlage Pallazuit (-1,3 Mio.) ;
- keine Entnahme aus dem Investitionshilfefonds gegenüber 1,0 Mio. im Budget 2014.

Die anderen Entnahmen, namentlich jene aus dem Finanzierungsfonds der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts, werden in der Rubrik «ausserordentlicher Ertrag» erläutert.

Charges et revenus financiers

Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières				Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	35.1	29.5	-5.6	32 Passivzinsen
Revenus financiers				Finanzertrag
42 Revenus des biens	54.8	55.3	0.4	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	19.7	25.7	6.0	Ergebnis aus Finanzierung

Charges financières

Les charges financières, ou intérêts passifs, s'élevèrent à 29,5 mios, en diminution de 5,6 mios par rapport au budget 2014.

La diminution principale provient des intérêts sur les dettes à moyen et long terme (-5,4 mios). Elle est liée principalement à la baisse du taux d'intérêts des emprunts CPVAL. Selon la loi régissant les institutions étatiques de prévoyance, cet intérêt correspond au taux technique valant pour les rentiers. Or, une baisse de ce taux de 3,5% à 3% est attendue. Cette baisse n'est pas encore effective. La décision appartient au Comité de CPVAL.

Les intérêts comprennent également les intérêts rémunérateurs accordés aux contribuables s'étant acquittés de leurs impôts à l'avance. Le budget 2015 prévoit 3,6 mios, ce qui représente 0,6 mio de moins que le budget 2014 et un niveau similaire au compte 2013.

Les intérêts à court terme, en augmentation de 0,4 mio, sont liés aux besoins temporaires de liquidités pour assurer le fonds de roulement de l'Etat.

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 55,3 mios, en augmentation de 0,4 mio ou de 0,8% par rapport au budget 2014.

Cette évolution provient notamment des revenus des participations permanentes du patrimoine administratif (+2,8 mios) et des immeubles du patrimoine administratif (-2,3 mios). L'augmentation des revenus des participations permanentes est due à la rémunération de la garantie bancaire en faveur de la BCVs, mesure prise dans la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS1). La baisse des revenus des immeubles du patrimoine administratif provient de la perte du loyer sur l'aménagement hydro-électrique Susten-Chippis-Rhône vendu au début 2015.

Globalement, les activités de financement dégagent un excédent net de 25,7 mios, soit 6,0 mios de plus qu'au budget 2014.

Finanzaufwand

Der Finanzaufwand (Passivzinsen) beträgt 29,5 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einen Rückgang um 5,6 Mio. darstellt.

Der grösste Rückgang ist bei den Zinsen für mittel- und langfristige Schulden auszumachen (-5,4 Mio.). Er ist vor allem auf die Abnahme des Darlehenszinssatzes der PKWAL zurückzuführen. Gemäss dem Gesetz über die staatlichen Vorsorgeeinrichtungen entspricht dieser Zinssatz dem technischen Satz für die Rentner. Es ist eine Herabsetzung dieses Zinssatzes von 3,5% auf 3% zu erwarten. Diese Herabsetzung ist noch nicht wirksam. Der Entscheid liegt beim Vorstand der PKWAL.

Die Zinsen beinhalten auch die Vergütungszinsen für die Steuervorauszahlungen der Steuerpflichtigen. Das Budget 2015 sieht 3,6 Mio. vor, was 0,6 Mio. weniger als im Vorjahresbudget sind und damit einem ähnlichen Niveau wie der Rechnung 2013 entspricht.

Die Zunahme der Zinsen für kurzfristige Schulden (0,4 Mio.) sind mit den temporären Liquiditätsbedürfnissen für die Finanzierung des Umlaufvermögens des Staates verbunden.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 55,3 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2014 einer Zunahme um 0,4 Mio. Franken oder 0,8% entspricht.

Diese Entwicklung ist vor allem auf die Erträge aus den dauernden Beteiligungen des Verwaltungsvermögens (+2,8 Mio.) und der Liegenschaften des Verwaltungsvermögens (-2,3 Mio.) zurückzuführen. Die Zunahme der Erträge aus den dauernden Beteiligungen ist auf die Vergütung der Bankgarantie zugunsten der WKB zurückzuführen. Eine Massnahme, die in der ersten Phase der Prüfung der Aufgaben und Strukturen des Staates (PAS1) getroffen wurde. Die Abnahme der Erträge aus den Liegenschaften des Verwaltungsvermögens rührt vom Verlust der Miete der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhône her, die auf Anfang 2015 verkauft wird.

Aus den finanziellen Tätigkeiten resultiert ein Nettoüberschuss von 25,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Zunahme um 6,0 Mio. entspricht.

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires	40.8	110.6	69.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amort. du patrimoine administratif	40.8	56.5	15.6	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
33 Amort. du découvert comptable	-	17.8	17.8	33 Abschreibung der buchhalt. Unterdeckung
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	-	36.3	36.3	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus extraordinaires	37.8	73.9	36.1	Ausserordentlicher Ertrag
42 Revenus des biens	-	36.3	36.3	42 Vermögenserträge
48 Prélèvement financements spéciaux ¹	37.8	37.6	-0.2	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités extraordinaires	-3.0	-36.7	-33.7	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les charges et revenus extraordinaires dégagent un excédent de dépenses de 36,7 mios.

Les charges et revenus extraordinaires comprennent les amortissements, les attributions et prélèvements aux financements spéciaux et les revenus des biens présentés ci-après.

Amortissements du patrimoine administratif

Les charges extraordinaires sont constituées des amortissements supplémentaires du patrimoine administratif de 22,3 mios (voir annexe 2). Ces amortissements concernent les prêts conditionnellement remboursables accordés qui sont intégralement provisionnés.

Les charges extraordinaires comprennent aussi l'amortissement intégral des investissements financés par des fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle pour 34,1 mios.

Le compte de fonctionnement présentant un excédent de revenus, un montant supérieur d'amortissements supplémentaires pourrait être envisagé. Le montant définitif sera déterminé au moment de la clôture du compte, en considérant les recommandations du nouveau modèle de compte harmonisé (MCH2).

Amortissement du découvert

En application de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement, les découverts financiers et comptables doivent être amortis au budget du deuxième exercice suivant. Le compte 2013 a bouclé avec un excédent de charges et une insuffisance de financement. Ces déficits sont à amortir dès 2015. Le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil avant la décision du budget un projet de décision pour amortir ces découverts sur trois ans. Le budget 2015 comprend donc un amortissement de 17,8 mios du découvert, soit le tiers du déficit total 2013.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag weisen einen Ausgabenüberschuss von 36,7 Mio. Franken auf.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag umfasst, wie nachstehend erläutert, die Abschreibungen, die Einlagen und Entnahmen für Spezialfinanzierungen und die Vermögenserträge.

Ausserordentlicher Aufwand

Der ausserordentliche Aufwand setzt sich aus den zusätzlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen in Höhe von 22,3 Mio. zusammen (siehe Anhang 2). Sie betreffen die bedingt rückzahlbaren Darlehen, die vollständig wertberichtigt werden.

Der ausserordentliche Aufwand umfasst auch die vollständige Abschreibung der durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts finanzierten Investitionen für 34,1 Mio. Franken.

Da die Laufende Rechnung einen Ertragsüberschuss ausweist, können zusätzliche Abschreibungen ins Auge gefasst werden. Der definitive Betrag wird bei Abschluss der Rechnung bestimmt, wobei die Empfehlungen des neuen harmonisierten Rechnungsmodells (HRM2) berücksichtigt werden.

Abschreibung der Unterdeckung

In Anwendung des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse müssen die finanzielle und die buchhalterische Unterdeckung auf dem Budget des übernächsten Rechnungsjahres abgeschrieben werden. Die Rechnung 2013 weist einen Ausgaben- und einen Aufwandüberschuss aus. Diese Defizite sind ab 2015 abzuschreiben. Der Staatsrat unterbreitet dem Grossen Rat vor dem Beschluss über das Budget einen Beschlussentwurf über die Abschreibung dieser Unterdeckungen über drei Jahre. Das Budget 2015 umfasst folglich eine Abschreibung der Unterdeckung von 17,8 Mio., d.h., einen Drittel des Gesamtdéfizits 2013.

Lors de la clôture du compte, le montant de l'amortissement du découvert correspondra à l'excédent de revenus effectivement dégagé.

Attributions aux financements spéciaux

Le budget 2015 comprend nouvellement le fonds de compensation des fluctuations de recettes. La création de ce fonds est proposée par le décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015. Il a pour but de contribuer à l'équilibre du compte de fonctionnement et du compte de financement. L'alimentation 2015 de 36,3 mios est constituée par les revenus des biens extraordinaires présentés ci-après.

Revenus des biens

La vente de l'aménagement hydro-électrique Susten-Chippis-Rhône génère une recette ponctuelle de 36,3 mios.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Le budget 2015 comprend des prélèvements sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle pour :

- financer les travaux du projet de création du Campus Valais Wallis et la mise en place des plateformes préindustrielles (27,9 mios) ;
- préfinancer les dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (4,0 mios). Le Grand Conseil a accepté, en juin 2013, un crédit-cadre de 29 mios à ce propos, ainsi que son financement par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle.

Les prélèvements sur les financements spéciaux extraordinaires sont constitués également du prélèvement sur le fonds de financement de la 3^e correction du Rhône pour 5,7 mios. En session de septembre 2014 du Grand Conseil, un projet de décret est soumis pour la constitution d'un fonds de 60 mios pour la 3^e correction du Rhône, créé par prélèvement sur le fonds des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle.

Beim Rechnungsabschluss wird die Abschreibung der Unterdeckung dem effektiven Ertragsüberschuss entsprechen.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Das Budget 2015 enthält neu den Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen. Die Schaffung dieses Fonds wird im Dekret betreffend die Anwendung der Bestimmungen der Ausgaben- und Schuldenbremse im Rahmen des Budgets 2015 vorgeschlagen. Er soll zum Gleichgewicht zwischen der Laufenden Rechnung und der Finanzierungsrechnung beitragen. Die Speisung 2015 mit 36,3 Mio. Franken besteht aus den nachstehenden ausserordentlichen Vermögenserträgen.

Vermögenserträge

Der Verkauf der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhone generiert einen einmaligen Erlös von 36,3 Mio. Franken.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Das Budget 2015 sieht ausserordentliche Entnahmen aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts vor für die :

- Finanzierung der Arbeiten des Projekts zur Schaffung des Campus Valais Wallis und der Einrichtung von industriellen Pilotanlagen (27,9 Mio.);
- Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten zur Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (4,0 Mio.). Der Grosse Rat hat diesbezüglich im Juni 2013 einem Rahmenkredit von 29 Mio. Franken sowie der Finanzierung durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts zugestimmt.

Unter die ausserordentlichen Entnahmen aus Spezialfinanzierungen fällt auch die Entnahme aus dem Fonds zur Finanzierung der 3. Rhone-Korrektion von 5,7 Mio. Franken. Dem Grossen Rat wird in der Septembersession 2014 ein Dekretsentwurf für die Schaffung eines Fonds von 60 Mio. für die 3. Rhone-korrektion unterbreitet werden, der mit Geldern aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts gespeist wird.

Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	114.9	88.5	108.7	20.2	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	78.5	84.0	75.1	-8.9	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	8.4	14.0	5.2	-8.8	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	520.0	480.0	609.1	129.1	Ausgaben
50 Investissements propres	335.9	282.8	428.5	145.8	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	47.9	55.4	45.0	-10.4	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	112.7	118.3	111.8	-6.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.5	23.6	23.8	0.3	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	318.2	293.5	420.1	126.6	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	3.7	-	3.4	3.4	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	39.6	41.4	39.8	-1.6	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	2.0	3.1	1.2	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.5	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	251.0	226.4	349.8	123.3	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.5	23.6	23.8	0.3	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	201.8	186.5	189.1	2.5	Netto-Investitionen

Le volume des investissements nets atteint 189,1 mios, en augmentation de 2,5 mios ou 1,3% par rapport au budget 2014.

La planification pluriannuelle 2014-2017 prévoyait un volume net de 178,3 mios. Le budget 2015 est supérieur à cette planification et prévoit un financement de 46,6 mios de francs par des prélèvements sur les fonds de financement spécial.

Le financement par des fonds le plus important provient du fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle qui sert au projet Campus Valais Wallis pour un montant de 27,9 mios, au préfinancement des dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon pour 4,0 mios et à la 3^e correction du Rhône pour 5,7 mios. D'autres fonds comme le fonds de la formation professionnelle (3,9 mios), le fonds de correction des cours d'eau (3,0 mios) et le fonds RPLP (2,1 mios) sont mis à contribution pour réaliser les investissements 2015.

En volume brut, les investissements atteignent un niveau inédit avec 609,1 mios. La moyenne du volume brut réalisé ces cinq dernières années est de 527,3 mios. Les investissements pour les routes nationales, la 3^e correction du Rhône et le Campus Valais Wallis expliquent cette évolution.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 189,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2014 einer Zunahme um 2,5 Mio. oder 1,3% entspricht.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2014-2017 sah ein Nettovolumen von 178,3 Mio. Franken vor. Das Budget 2015 liegt über dieser Planung und sieht eine Finanzierung von 46,6 Mio. Franken durch Entnahmen aus dem Spezialfinanzierungsfonds vor.

Die bedeutendste Spezialfinanzierung stammt aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts, nämlich für das Projekt Campus Valais Wallis (27,9 Mio.), die Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (4,0 Mio.) und die 3. Rhonekorrektur (5,7 Mio.). Andere Fonds wie der Berufsbildungsfonds (3,9 Mio.), der Fonds für die Korrektur der Gewässer (3,0 Mio.) und der LSVA-Fonds (2,1 Mio.) werden eingesetzt, um die Investitionen 2015 zu bewerkstelligen.

Das Bruttovolumen der Investitionen erreicht mit 609,1 Mio. Franken ein noch nie dagewesenes Niveau. In den letzten fünf Jahren betrug es durchschnittlich 527,3 Mio. Diese Entwicklung lässt sich durch die Investitionen für die Nationalstrassen, die 3. Rhonekorrektur und den Campus Valais Wallis erklären.

Die Tabellen im Anhang präsentieren die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe

annexes 9, 10 et 11). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Investissements de l'Etat

Les investissements propres de l'Etat sont budgétisés à 108,7 mios nets pour 2015, ce qui représente 20,2 mios ou 22,8% de plus que le budget 2014 (voir annexe 9).

Les investissements que l'Etat projette pour 2015 représentent des dépenses brutes de 428,5 mios soit 145,8 mios de plus qu'au budget 2014 et 92,6 mios de plus qu'au compte 2013. L'augmentation provient pour 100 mios des routes nationales, 22,3 mios de la 3^e correction du Rhône, 16,2 mios du Campus Valais Wallis et 7,0 mios des routes cantonales.

Les investissements pour les routes sont prévus à 250,0 mios bruts pour les routes nationales (150,0 mios au budget 2014 et 173,6 mios au compte 2013) et à 73,1 mios pour les routes cantonales (66,2 mios au budget 2014 et 66,4 mios au compte 2013).

Pour la 3^e correction du Rhône, le budget 2015 prévoit 34,0 mios d'investissements bruts (11,7 mios au budget 2014 et 15,0 mios au compte 2013). Le Gouvernement soumet au Grand Conseil en session de septembre 2014 un projet de décret pour la création d'un fonds de financement spécial de 60 mios pour la 3^e correction du Rhône. En 2015, il est prévu d'y prélever un montant de 5,7 mios. Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle.

Le programme pour les investissements en immeubles comprend, au brut, 32,0 mios pour le Campus Valais Wallis, 7,4 mios pour les bâtiments d'enseignement, 7,1 mios pour la transformation des anciens arsenaux pour les besoins de la Médiathèque, 1,2 mio pour les autres bâtiments de service et 2,0 mios pour les bâtiments des établissements.

Dans la catégorie «Autres investissements», d'un volume brut de 8,1 mios et net de 7,1 mios, se trouvent la poursuite du projet d'informatisation du Service cantonal des contributions SCC2015 (3,7 mios) et celle du projet d'informatisation des registres fonciers «RF2020» (1,7 mio), ainsi que du projet Polycom (0,5 mio).

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 75,1 mios, soit 8,9 mios de moins que le budget 2014 (voir annexe 10).

En brut, l'Etat du Valais prévoit de verser 135,6 mios à des tiers en tant que participations à leurs dépenses d'investissement.

Anhänge 9, 10 und 11). Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

Investitionen des Staates

2015 sieht der Staat 108,7 Mio. Franken netto für seine eigenen Investitionen vor, d.h., 20,2 Mio. oder 22,8% mehr als im Budget 2014 (siehe Anhang 9).

Die Investitionen, die der Staat für 2015 plant, betragen 428,5 Mio. Franken brutto, d.h., 145,8 Mio. mehr als im Budget 2014 und 92,6 Mio. mehr als in der Rechnung 2013. Die Erhöhung ist auf 100 Mio. Franken für die Nationalstrassen, 22,3 Mio. für die 3. Rhonekorrektur, 16,2 Mio. für den Campus Valais Wallis und 7,0 Mio. für die Kantonsstrassen zurückzuführen.

Die Investitionen für die Strassen sind auf 250,0 Mio. Franken brutto für die Nationalstrassen (150,0 Mio. im Budget 2014 und 173,6 Mio. in der Rechnung 2013) und auf 73,1 Mio. für die Kantonsstrassen (66,2 Mio. im Budget 2014 und 66,4 Mio. in der Rechnung 2013) vorgesehen.

Für die 3. Rhonekorrektur sieht das Budget 2015 34,0 Mio. Franken Bruttoinvestitionen vor (11,7 Mio. im Budget 2014 und 15,0 Mio. in der Rechnung 2013). Die Regierung wird dem Grossen Rat in der Septembersession 2014 einen Dekretsentwurf für die Schaffung eines Spezialfinanzierungsfonds von 60 Mio. Franken für die 3. Rhonekorrektur unterbreiten. Es ist vorgesehen, für 2015 daraus 5,7 Mio. Franken zu entnehmen. Dieser Fonds wird durch eine Entnahme aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturprojekte des 21. Jahrhunderts gespeist.

Die Investitionen in Gebäude belaufen sich brutto auf 32,0 Mio. Franken für den Campus Valais Wallis, 7,4 Mio. für die Schulgebäude, 7,1 Mio. für den Umbau der ehemaligen Zeughäuser zugunsten der Mediathek, 1,2 Mio. für die anderen Gebäude der Dienststellen und 2,0 Mio. für die Kantonsbauten.

Mit einem Bruttovolumen von 8,1 Mio. Franken und einem Nettovolumen von 7,1 Mio. finden sich in der Kategorie «Andere Investitionen» die Fortführung des Informatikprojekts der Kantonalen Steuerverwaltung KSV-2015 (3,7 Mio.), des Projekts zur Informatisierung der Grundbuchämter «GB 2020» (1,7 Mio.) sowie des Projekts Polycom (0,5 Mio.).

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 75,1 Mio. Franken netto, was gegenüber dem Budget 2014 einer Abnahme um 8,9 Mio. entspricht (siehe Anhang 10).

Der Staat plant 135,6 Mio. Franken brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter.

La baisse par rapport au budget 2014 provient des investissements du Campus Valais Wallis, dont les travaux représentent 18,5 mios en 2014 (12,5 mios sous Enseignement et formation et 6,0 mios sous Economie publique) et 7,0 mios au budget 2015.

L'Etat du Valais escompte des recettes de 60,5 mios (+2,6 mios) pour financer ces investissements de tiers. Les fonds proviennent pour 54,5 mios de la Confédération (+3,1 mios) et s'inscrivent dans le cadre des conventions-programmes. Les autres financeurs sont les assureurs-incendie, pour 3,1 mios (idem 2014), et les communes, pour 2,7 mios (-0,5 mio). Le financement par les communes concerne majoritairement les investissements des institutions pour les personnes en situation de handicap (1,9 mio).

Certaines participations aux investissements de tiers 2015 sont financées par des prélèvements aux fonds de financement spécial. Ainsi, les équipements scientifiques et les fonds de démarrage du pôle EPFL sont financés par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle pour 6,3 mios. Les subventions pour les corrections des cours d'eau sont financées par le fonds ad hoc pour 3,0 mios, fonds alimenté par les redevances sur les forces hydrauliques.

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent au net 5,2 mios, en diminution de 8,8 mios par rapport au budget 2014 (voir annexe 11).

L'Etat prévoit de verser 45,0 mios d'aides sous forme de prêts (-10,4 mios) et d'encaisser 39,8 mios de remboursements (-1,6 mio).

Les prêts de la nouvelle politique régionale et les prêts LIM représentent 7,3 mios de moins qu'au budget 2014. Ce montant est en dessous du budget 2014, car le prêt de 6,0 mios pour la mise en place des plateformes préindustrielles associées au Campus Valais Wallis est compris dans le budget 2014.

A l'instar du budget 2014, les prêts aux transports publics comprennent 4,0 mios pour le préfinancement des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB). Le Grand Conseil a accepté, en juin 2013, un crédit-cadre de 29,0 mios à ce propos, ainsi que son financement par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle. Les montants consacrés aux autres prêts aux transports publics (12,1 mios) sont réduits par rapport au budget 2014 du fait des restrictions budgétaires et se retrouvent à un niveau correspondant à la moyenne des comptes 2012 et 2013.

Die Abnahme im Vergleich zum Budget 2014 ergibt sich aus den Investitionen für den Campus Valais Wallis, die sich 2014 auf 18,5 Mio. Franken (Bildung: 12,5 Mio.; Volkswirtschaft: 6,0 Mio.) und im Budget 2015 auf 7,0 Mio. belaufen.

Der Staat Wallis rechnet mit Erträgen von 60,5 Mio. Franken (+2,6 Mio.), um diese Investitionen Dritter zu finanzieren. 54,5 Mio. dieser Mittel stammen vom Bund (+3,1 Mio.) und hängen mit den Programmvereinbarungen zusammen. Von den restlichen Erträgen entfallen 3,1 Mio. (gleich wie 2014) auf die Brandschutzversicherungen und 2,7 Mio. (-0,5 Mio.) auf die Gemeinden. Die Finanzierung durch die Gemeinden betrifft hauptsächlich die Investitionen der Institutionen für Menschen mit einer Behinderung (1,9 Mio.).

Einige Beteiligungen an Investitionen Dritter werden im 2015 durch Entnahmen aus den Spezialfinanzierungsfonds finanziert. So werden die wissenschaftlichen Ausstattungen und das Startkapital für das EPFL-Zentrum über den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts für 6,3 Mio. Franken finanziert. Die Subventionen für die Korrektur der Gewässer werden durch den entsprechenden Fonds für 3,0 Mio. Franken finanziert, der durch die Wasserzinsen gespeist wird.

Darlehen und Beteiligungen

Die Darlehen und Beteiligungen belaufen sich auf 5,2 Mio. Franken netto, was im Vergleich zum Budget 2014 eine Abnahme um 8,8 Mio. darstellt (siehe Anhang 11).

Der Staat sieht vor, 45,0 Mio. Franken Hilfen in Form von Darlehen zu gewähren (-10,4 Mio.) und 39,8 Mio. Rückzahlungen einzukassieren (-1,6 Mio.).

Die NRP- und die IHG-Darlehen fallen 7,3 Mio. Franken tiefer aus als im Budget 2014. Dieser Betrag liegt unter dem Budget 2014, da das Darlehen von 6,0 Mio. für die Einrichtung der industriellen Pilotanlagen in Verbindung mit dem Campus Valais Wallis im Budget 2014 enthalten ist.

Gleich wie im Vorjahresbudget umfassen die Darlehen an öffentliche Transportunternehmen 4,0 Mio. Franken für die Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (ZEB). Der Grosse Rat hat diesbezüglich im Juni 2013 einem Rahmenkredit von 29,0 Mio. sowie dessen Finanzierung durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts zugestimmt. Die Beträge für die anderen Darlehen an öffentliche Transportunternehmen (12,1 Mio.) werden im Vergleich zum Budget 2014 aufgrund von budgetären Einschränkungen reduziert und belaufen sich auf dem Niveau, das dem Durchschnitt der Rechnungen 2012 und 2013 entspricht.

Projet de décision

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;
vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;
vu les articles 4 et 5 de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Art. 1 Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2015 est approuvé. Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement et le financement.

Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'167'086'800 et les charges à 3'141'821'700 francs.

L'excédent de revenus présumé de 25'265'100 après l'amortissement de 17'848'500 du découvert comptable s'élève à 7'416'600 francs.

Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 609'135'800 francs et les recettes à 420'075'900 francs.

Les investissements nets présumés s'élèvent à 189'059'900 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 189'059'900 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 219'867'600 francs.

L'excédent de financement de 30'807'700 après l'amortissement de 27'546'200 du découvert financier s'élève à 3'261'500 francs.

Art. 5 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 let. d de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 20 août 2014.

Le Président du Conseil d'Etat : **Jean-Michel Cina**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Beschlussentwurf

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffern 1 und 3 der Kantonsverfassung ;
eingesehen die Artikel 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;
eingesehen die Artikel 4 und 5 des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse vom 9. Juni 2004 ;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

Art. 1 Voranschlag der Verwaltungsrechnung

Der Voranschlag des Staates für das Jahr 2015 wird genehmigt.

Er umfasst den Voranschlag der Laufenden Rechnung, den Voranschlag der Investitionsrechnung und die Finanzierung.

Art. 2 Voranschlag der Laufenden Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'167'086'800 Franken und die Aufwände auf 3'141'821'700 Franken festgelegt.

Der Ertragsüberschuss von 25'265'100 Franken beläuft sich nach Abschreibung der buchhalterischen Unterdeckung von 17'848'500 Franken auf 7'416'600 Franken.

Art. 3 Voranschlag der Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 609'135'800 Franken und die Einnahmen auf 420'075'900 Franken festgelegt.

Die Netto-Investitionen betragen 189'059'900 Franken.

Art. 4 Finanzierung

Die Netto-Investitionen betragen 189'059'900 Franken und sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 219'867'600 Franken beläuft.

Der Finanzierungsüberschuss von 30'807'700 Franken beläuft sich nach Abschreibung des Finanzierungsfehlbetrages von 27'546'200 Franken auf 3'261'500 Franken.

Art. 5 Bewilligung zur Darlehensaufnahme

Der Staatsrat wird ermächtigt, die nötigen Mittel zur Erneuerung auslaufender Darlehen aufzunehmen.

Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Finanzdepartements zur Beschaffung kurzfristiger Mittel gemäss Artikel 34 Absatz 2 Buchstabe d des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, den 20. August 2014.

Der Präsident des Staatsrates : **Jean-Michel Cina**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Annexes / Anhang

Annexe 1

Anhang 1

Charges de personnel par catégorie

Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	35.7	36.4	35.9	-0.5	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.8	7.0	7.0	-0.0	Präsidium
DFI	46.2	47.2	47.9	0.7	DFI
DSSC	53.7	53.6	54.2	0.6	DGSK
DFS (sans l'enseignement ni la sécurité)	42.5	42.9	43.0	0.0	DBS (ohne Unterrichtswesen und Sicherheit)
DEET (sans l'école d'agriculture)	54.6	56.4	57.4	1.0	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	82.7	85.3	86.2	0.8	DVBU
Sécurité	84.3	87.0	87.8	0.8	Sicherheit
Enseignement¹					Unterrichtswesen¹
Primaire, secondaire et HEP	419.5	420.9	412.6	-8.2	Primar- und Sekundarschulen und PH
Tertiaire	49.7	48.9	2.5	-46.4	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	84.9	87.9	87.0	-1.0	Berufsbildung
Ecoles d'agriculture	4.9	5.0	5.0	0.1	Landwirtschaftsschulen
Divers	10.6	11.3	11.1	-0.2	Verschiedenes
Total	976.0	989.7	937.5	-52.2	Total

¹ y compris personnel administratif et selon nouvelle organisation du DFS

¹ inkl. Verwaltungspersonal und Neuorganisation des DBS

Annexe 2

Anhang 2

Amortissements du patrimoine administratif et provisions

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	¹ SOLDE AU SALDO PER 31.12.2015	² TAUX SATZ	³ AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	⁴ AMORT. EXTRAORDIN. AUSSERORDE NTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	8.1	5.0%	0.4	-	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	417.3	5.0%	24.5	20.5	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	93.3	20.0%	18.7	-	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	10.0	100.0%	10.0	-	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	158.6	20.0%	32.9	4.6	-	Tiefbauarbeiten
Parts aux investissements de tiers	243.5	20.0%	51.6	5.0	-	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes ⁵	-	100.0%	-	-	-	Beteiligungen ⁵
Provision sur prêts conditionnellement remboursables	-	100.0%	-	4.0	22.3	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
Sous-total	930.9		138.1	34.1	22.3	Zwischentotal
Découvert	53.5	33.3%	-	17.8	-	Unterdeckung
Total	984.4		138.1	52.0	22.3	Total

¹ Solde avant amortissements

² Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

³ Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

⁴ Amortissements financés par le fonds du XXI^e siècle et l'art. 22 LGCAF (en sus des taux ordinaires)

⁵ Acquisés durant l'exercice uniquement

¹ Saldo vor Abschreibungen

² Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

³ Inklusive Abschreibungen zu 100%, der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

⁴ Abschreibungen, die durch den Fonds des 21. Jhds und den Art. 22 FHG finanziert sind (über dem ordentlichen Satz)

⁵ Nur während des Jahres erworbene Beteiligungen

Subventions sans caractère d'investissement

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	124.3	125.4	167.8	42.4	Bildung
Scolarité obligatoire	6.7	6.9	7.0	0.1	Obligatorische Schulen
Enseignement secondaire	4.6	3.4	4.2	0.8	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	35.1	35.2	35.1	-0.1	Sonderschulen
Formation tertiaire	44.5	48.9	92.0	43.1	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	13.7	11.5	11.3	-0.2	Berufsbildung
Bourses d'études	19.7	19.5	18.3	-1.3	Stipendien
Culture et loisirs	14.8	14.5	14.3	-0.2	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.2	4.1	4.3	0.2	J&S und Sportfonds
Culture	10.6	10.4	10.0	-0.4	Kultur
Santé	613.1	601.1	552.2	-48.8	Gesundheit
Santé publique	414.5	414.7	394.9	-19.8	Gesundheitswesen
Réduction primes assurances-maladie	197.5	185.3	156.3	-29.0	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.1	1.1	1.1	0.0	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	307.0	299.2	315.5	16.3	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	94.5	93.6	94.2	0.6	Sozialversicherungen
Action sociale	173.3	162.2	177.6	15.3	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	23.4	25.4	26.0	0.5	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	14.7	15.6	15.6	-0.0	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Intégration	1.2	2.4	2.2	-0.2	Integration
Trafic	54.1	58.6	56.1	-2.5	Verkehr
Entreprises de transport	54.1	58.6	56.1	-2.5	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	11.4	10.1	9.2	-0.9	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	3.8	2.3	1.9	-0.4	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	7.6	7.8	7.3	-0.5	Wald und Landschaft
Economie publique	42.7	43.0	48.8	5.8	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	29.5	29.5	36.1	6.6	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	8.0	8.4	8.4	-0.0	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	5.3	5.1	4.3	-0.8	Wasserkraft
Finances	14.4	1.4	-	-1.4	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	14.4	1.4	-	-1.4	Sanierungen/Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	44.2	45.5	43.8	-1.7	Andere Beiträge
Subventions des loteries	26.5	28.5	28.6	0.1	Beiträge aus Lotterien
Intempéries octobre 2011	0.3	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	17.5	17.0	15.2	-1.8	Andere
Total	1'226.1	1'198.8	1'207.8	9.0	Total

Selon nouvelle organisation du DFS.

Les subventions sans caractère d'investissement comprennent les charges extraordinaires.

Berücksichtigt die Neuorganisation der DBS.

Die Beiträge ohne Investitionscharakter beinhalten die ausserordentlichen Aufwände.

Annexe 4

Anhang 4

Fonds spéciaux de financement Attributions et prélèvements

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	-0.1	0.1	0.1	-	Allgemeine Verwaltung
Epizooties	-0.1	0.1	0.1	-	Viehseuchen
Sécurité publique	-1.1	-0.1	-	0.1	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	-1.2	-0.1	-	0.1	Feuerpolizei
Protection civile	0.1	-	-	-	Zivilschutz
Enseignement et formation	-11.9	2.9	-0.1	-3.0	Bildung
Formation professionnelle	-11.9	2.9	-0.1	-3.0	Berufsbildung
Culture et loisirs	0.1	0.3	-0.2	-0.4	Kultur und Freizeit
Sport	0.2	0.3	-	-0.3	Sport
Culture	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	Kultur
Santé	-0.4	-0.5	-0.2	0.4	Gesundheit
Promotion santé et prévention	-0.4	-0.5	-0.2	0.4	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	-0.4	-1.1	-1.9	-0.8	Umwelt und Raumplanung
Entretien / correction des cours d'eau	1.6	-2.5	-3.5	-1.0	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	-2.0	1.5	1.6	0.1	Nicht versicherbare Elementarschäden
Economie publique	22.5	20.6	-0.4	-21.0	Volkswirtschaft
Encouragement à l'économie	0.8	-	-	-	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	-3.0	-1.0	-	1.0	Investitionshilfe
Emploi	-0.8	-	-	-	Beschäftigung
Loteries	1.9	0.0	-0.0	-0.1	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	0.6	-0.2	-0.4	-0.1	Hotellerie / Restauration : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	0.9	-	-	-	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	12.6	12.9	-	-12.9	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	9.5	8.9	-	-8.9	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
Finances	-19.8	-4.4	-2.9	1.5	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	-4.4	-2.1	-2.4	-0.3	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	-12.4	0.6	2.0	1.4	Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	-3.1	-2.9	-2.5	0.4	Interkommunaler Finanzausgleich
Divers	4.0	-0.9	-3.6	-2.8	Übrige
Autres financements	-18.3	-37.8	-1.3	36.5	Andere Finanzierungen
Préfinancement des dépenses ¹	-18.1	-	-	-	Aufwandsvorfinanzierungen ¹
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	-0.2	-37.8	-37.6	0.2	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
Fonds de compensation des fluctuations de recettes	-	-	36.3	36.3	Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen
Total	-25.3	-20.8	-10.4	10.4	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

Les financements spéciaux comprennent
les attributions et prélèvements extraordinaires.

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Die Spezialfinanzierungen beinhalten
die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

Annexe 5

Anhang 5

Impôts

Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	743.8	806.6	770.3	-36.3	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	140.4	130.4	127.7	-2.7	Gewinn- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	19.8	19.7	20.6	1.0	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	48.1	44.0	44.0	-	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutations et de timbre	60.2	61.2	81.3	20.1	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	16.1	13.0	15.0	2.0	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres	61.2	62.2	69.4	7.1	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur la propriété et la dépense					
Impôts sur les forces hydrauliques	86.0	84.0	91.5	7.5	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	1.0	0.5	0.5	-	Steuerbussen
Total	1'176.4	1'221.6	1'220.2	-1.4	Total

Annexe 6

Anhang 6

Parts à des recettes et contributions sans affectation

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	457.1	443.7	490.0	46.3	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	72.4	74.2	74.2	0.0	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	32.5	32.7	32.1	-0.6	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	21.3	18.9	18.0	-0.9	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	62.8	72.6	61.0	-11.6	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	38.8	39.1	40.0	0.8	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.7	2.6	2.7	0.0	Andere Anteile und Beiträge
Total	687.6	683.9	717.9	34.0	Total

Annexe 7

Anhang 7

Répartition RPLP

Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2015	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION - VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Service des routes, transports et cours d'eau	2.5	85.00	34.0	2.4	33.7	-2.1	0.4	Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau
Service de l'agriculture	1.7	10.00	4.0	3.1	1.2	-0.3	1.4	Dienststelle für Landwirtschaft
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	1.3	0.25	0.1	0.1	-	-	1.3	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	2.00	0.8	0.8	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	5.5	100.00	40.0	7.5	34.9	-2.4	3.1	Total

¹ + : Attributions / - : Prélèvements

¹ + : Einlagen / - : Entnahmen

Subventions acquises

Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	203.4	215.0	213.2	-1.8	Bund
Arsenal et casernes	2.9	3.0	3.0	-	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	2.1	2.1	2.1	-0.0	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	25.6	26.5	26.2	-0.3	Berufsbildung
HES-SO Valais/Wallis	3.0	2.8	-	-2.8	HES-SO Valais/Wallis
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	-	Stipendien
Assurances-maladie	86.5	89.3	92.9	3.7	Krankenkassen
Assurances sociales	35.2	35.5	35.4	-0.1	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	0.0	-	0.2	0.2	Hilfe an Jugendliche
Intégration	0.5	1.7	1.6	-0.0	Integration
Economie	3.4	3.4	2.5	-0.9	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	19.2	22.5	23.2	0.7	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.5	0.5	0.5	-0.1	Landwirtschaft
Transports	2.5	2.4	2.3	-0.1	Transportwesen
Routes nationales	6.6	10.3	8.9	-1.4	Nationalstrassen
Rhône	0.5	0.8	0.5	-0.3	Rhone
Bâtiments	6.1	6.5	6.5	0.1	Gebäude
Forêts et paysage	3.4	3.6	3.2	-0.3	Wald und Landschaft
Intempéries octobre 2011	-0.1	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	4.2	3.1	3.1	0.0	Andere
Cantons	1.0	2.1	1.1	-1.0	Kantone
Communes	231.8	239.9	226.9	-13.0	Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	22.0	22.9	24.4	1.5	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	111.6	115.0	113.5	-1.5	Unterrichtswesen
Action sociale	37.9	39.3	31.9	-7.5	Sozialwesen
Assurances sociales	20.9	20.3	16.8	-3.6	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	3.0	3.4	3.3	-0.1	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	5.1	5.8	4.7	-1.1	Beschäftigungsfonds
Transports	8.7	8.8	9.4	0.6	Transportwesen
Entretien des routes	21.6	20.7	21.4	0.7	Strassenunterhalt
Intempéries octobre 2011	-2.5	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	3.5	3.7	1.6	-2.1	Andere
Propres établissements	9.2	9.0	8.1	-0.9	Eigene Anstalten
Requérants d'asile	6.8	6.7	6.2	-0.6	Asylbewerber
Autres	2.3	2.3	1.9	-0.4	Andere
Autres subventions	10.8	11.7	18.7	7.0	Andere Beiträge
Police du feu	2.7	4.0	4.4	0.4	Feuerpolizei
Sport	4.2	4.2	4.3	0.1	Sport
Autres	4.0	3.5	10.0	6.5	Andere
Total	456.2	477.7	468.0	-9.7	Total

Les subventions acquises comprennent les revenus extraordinaires.

Die Beiträge für die eigene Rechnung beinhalten die ausserordentlichen Erträge.

Annexe 9

Anhang 9

Investissements de l'Etat

Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	173.6	150.0	250.0	100.0	A	Nationalstrassen
	R	166.2	144.0	240.0	96.0	E	
	N	7.5	6.0	10.0	4.0	N	
Routes cantonales	D	66.4	66.2	73.1	7.0	A	Kantonsstrassen
	R	31.4	31.7	39.2	7.5	E	
	N	35.1	34.5	33.9	-0.6	N	
Rhône	D	15.0	11.7	34.0	22.3	A	Rhone
	R	6.7	6.6	25.2	18.5	E	
	N	8.4	5.1	8.8	3.8	N	
Immeubles	D	50.3	28.3	49.7	21.3	A	Dienstgebäude
	R	12.5	6.6	12.6	6.1	E	
	N	37.8	21.8	37.0	15.3	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	13.9	16.3	13.7	-2.7	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	1.3	2.3	1.8	-0.6	E	
	N	12.6	14.0	11.9	-2.1	N	
Autres investissements	D	16.6	10.3	8.1	-2.2	A	Andere Investitionen
	R	3.0	3.0	1.0	-2.0	E	
	N	13.6	7.2	7.1	-0.2	N	
Total	D	335.9	282.8	428.5	145.8	A	Total
	R	221.0	194.2	319.8	125.6	E	
	N	114.9	88.5	108.7	20.2	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Participations aux investissements de tiers

Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Sécurité publique	N	-	-	-	-	N	Öffentliche Sicherheit
Feu et protection civile	D	6.0	5.6	5.6	-0.0	A	Feuer- und Zivilschutz
	R	6.0	5.6	5.6	-0.0	E	
	N	-	-	-	-	N	
Enseignement et formation	N	9.7	17.6	13.5	-4.1	N	Bildung
Enseignement	D	9.7	18.9	14.2	-4.7	A	Unterrichtswesen
	R	-	1.3	0.7	-0.6	E	
	N	9.7	17.6	13.5	-4.1	N	
Culture et loisirs	N	1.5	1.7	1.6	-0.1	N	Kultur und Freizeit
Bâtiments et biens culturels	D	2.7	2.1	2.0	-0.1	A	Kulturelle Gebäude und Güter
	R	1.3	0.4	0.4	-	E	
	N	1.5	1.7	1.6	-0.1	N	
Santé	D	12.6	8.2	7.6	-0.5	A	Gesundheit
Prévoyance sociale	N	8.4	7.8	10.0	2.2	N	Soziale Wohlfahrt
Action sociale	D	5.8	5.1	6.4	1.3	A	Sozialwesen
	R	2.2	1.9	1.9	0.0	E	
	N	3.7	3.3	4.5	1.2	N	
Aide à la jeunesse	D	0.6	0.9	2.1	1.2	A	Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	4.4	3.9	3.5	-0.4	A	Wohnbauförderung
	R	0.3	0.2	0.2	-0.1	E	
	N	4.1	3.7	3.4	-0.3	N	
Trafic	N	2.8	3.3	4.6	1.3	N	Verkehr
Entreprises de transport	D	2.8	3.3	4.6	1.3	A	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	N	31.1	25.7	25.3	-0.4	N	Umwelt und Raumplanung
Aménagement du territoire	D	0.7	0.7	0.7	-	A	Raumplanung
	R	0.5	0.6	0.6	-	E	
	N	0.1	0.1	0.1	-	N	
Abornements et mensurations	D	12.8	10.7	10.7	-	A	Vermarkungen und Vermessungen
	R	12.5	10.0	10.0	-	E	
	N	0.3	0.7	0.7	-	N	
Forêts	D	37.8	35.0	31.9	-3.1	A	Wälder
	R	17.4	16.8	15.1	-1.7	E	
	N	20.4	18.2	16.8	-1.4	N	
Correction des torrents	D	9.3	9.4	15.0	5.6	A	Korrektion der Wildbäche
	R	3.9	7.5	12.0	4.5	E	
	N	5.4	1.9	3.0	1.1	N	
Protection de l'environnement	D	5.3	6.5	6.1	-0.4	A	Umweltschutz
	R	0.4	1.7	1.4	-0.4	E	
	N	4.8	4.8	4.7	-0.0	N	
Economie publique	N	12.4	19.8	12.6	-7.2	N	Volkswirtschaft
Energie	D	10.6	8.7	9.1	0.4	A	Energie
	R	8.0	5.5	6.0	0.5	E	
	N	2.6	3.1	3.1	-0.0	N	
Promotion économique et touristique	D	-	6.1	0.1	-6.0	A	Wirtschafts / Tourismusförderung
Agriculture	D	15.0	17.1	16.1	-1.0	A	Landwirtschaft
	R	5.2	6.4	6.7	0.3	E	
	N	9.8	10.7	9.4	-1.2	N	
Total	D	136.1	141.9	135.6	-6.3	A	Total
	R	57.6	57.9	60.5	2.6	E	
	N	78.5	84.0	75.1	-8.9	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Prêts et participations permanentes

Darlehen und Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2013	BUDGET 2014	BUDGET 2015	ECARTS DIFFERENZ 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Prêts						Darlehen	
Crédits LIM et NPR	D	22.2	27.8	20.5	-7.3	A	IHG und NRP-Kredite
	R	19.7	21.6	20.2	-1.4	E	
	N	2.5	6.2	0.3	-5.9	N	
Crédits agricoles	D	5.3	3.5	3.5	-	A	Agrarkredite
	R	8.8	9.0	8.8	-0.2	E	
	N	-3.5	-5.5	-5.3	0.2	N	
Prêts d'études	D	3.1	3.8	3.6	-0.2	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.9	8.6	8.7	0.0	E	
	N	-5.7	-4.8	-5.1	-0.2	N	
Prêts aux transports publics	D	14.9	17.7	16.1	-1.6	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	-	E	
	N	14.1	16.9	15.4	-1.6	N	
Crédits forestiers	D	0.8	1.2	1.2	-	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-	E	
	N	-0.4	-	-	-	N	
Autres prêts	D	0.2	-	-	-	A	Andere Darlehen
	R	0.1	0.1	0.1	-0.0	E	
	N	0.1	-0.1	-0.1	0.0	N	
Participations permanentes						Beteiligungen	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	1.3	1.3	-	-1.3	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
Autres participations	D	0.1	-	-	-	A	Andere Beteiligungen
	R	0.0	-	-	-	E	
	N	0.0	-	-	-	N	
Total	D	47.9	55.4	45.0	-10.4	A	Total
	R	39.6	41.4	39.8	-1.6	E	
	N	8.4	14.0	5.2	-8.8	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances
et des institutions

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé
à partir de l'adresse : www.vs.ch

Septembre 2014

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen
und Institutionen

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der
Homepage www.vs.ch heruntergeladen werden.

September 2014



Imprimé sur papier cocoon 200 gm² et 120 gm² fabriqué à 100%
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m² und 120 g/m² Cocoon Papier,
hergestellt aus 100% tintenfreiem Altpapier.